

EHESS

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Les Zones Urbaines Sensibles.

**Une approche statistique des critères de différenciation
des quartiers prioritaires de la politique de la ville.**

Mémoire complémentaire du DEA de sociologie

Sous la direction de **Marion Selz et Michel Forsé**

Année 2003-2004

Sylvain Pechoux

78, rue de Tocqueville

75017 Paris

email : sylvain.pechoux@free.fr

Remerciements

La présente étude ayant bénéficié de l'appui de plusieurs personnes, je tenais à leur faire part ici de mes remerciements.

Merci donc à Nicole Tabard pour la mise à disposition des données qui ont servi à ce travail et pour ses éclairages sur l'analyse socioéconomique du territoire.

Merci aussi aux coordinateurs du programme SIRS¹, Pierre Chauvin, Jean Marie Fridion, Isabelle Parizot, Serge Paugam, de qui l'idée de cette petite étude est partie et qui ont contribué à poser les bases de sa problématique.

Enfin, je remercie grandement Marion Selz qui m'a accompagné patiemment et pas à pas dans l'analyse des données, ainsi que Michel Forsé qui a accepté d'évaluer ce travail.

¹ *Santé, Inégalités, Ruptures Sociales*, programme international de recherche associant des laboratoires rattachés à l'INSERM (P. Chauvin, I. Parizot), à l'INED (J.M. Fridion) et le Lasmus/EHESS (S. Paugam).

Introduction

Zone Urbaine Sensible : trois mots issus du langage des aménageurs, pour un qualificatif qui aura su bien vite trouver sa place dans le langage commun pour désigner une portion de l'espace urbain où semble se concentrer toute l'exclusion sociale. Pourtant, de nombreuses études le montrent, les formes d'inscription spatiale de l'exclusion sociale sont incertaines et complexes et l'assimilation faite de l'exclusion sociale aux « quartiers de l'exclusion » reste à démontrer. Cependant, si l'on suit certains commentateurs et évaluateurs de la politique de la ville comme Daniel Behar, « *la fonction symbolique de cette construction, par la politique publique, de ces « territoires de l'exclusion »* » apparaît évidente. Elle ne serait « *pas tant destinée à réduire l'exclusion sociale ou la fracture urbaine qu'à rassurer l'extérieur sur le lieu de la fracture* » (Behar, 1997). La genèse de la géographie prioritaire de la politique de la ville invite en effet à de telles interrogations ; si l'on se penche sur l'histoire (récente) de l'intervention des pouvoirs publics en faveur des zones en difficulté du territoire, urbain notamment, on est ainsi frappé du flou qui entoure les premières expérimentations et les premiers arbitrages qui seront pourtant lourds de conséquence pour la suite. Comment les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les ZUS en particulier, au nombre de 751 en 2004, ont-ils été choisis ? Quels ont été les critères les différenciant de leur environnement qui ont pesé dans la définition de leurs frontières ?

Alors que semblent s'aggraver les inégalités territoriales et que plusieurs études récentes pointent la forte progression du chômage dans les ZUS entre 1990 et 1999 (Le Toqueux, Moreau, 2002) et mettent en évidence l'apparition d'un « effet ZUS » jouant sur la durée des périodes de chômage (Choffel, 2002), il peut sembler pertinent de s'intéresser de plus près et de manière « froide » à la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Au delà du portrait descriptif des territoires classés « Zone Urbaine Sensible », cette étude se propose, après un détour par l'histoire des politiques de la ville (Partie 1) et le passage en revue de certains éléments théoriques liés à la division sociale de l'espace (Partie 2), de replacer ces territoires dans leur environnement et de rechercher, par delà la diversité maintes fois exposée (Castellan, Marspat, Goldberg, 1992, Tabard, 1993, Champion, Marspat, 1996), les critères principaux de différenciation des ZUS vis à vis de leur environnement (Partie 3). Pour ce faire, nous mobiliserons le cadre théorique élaboré par Nicole Tabard, chercheur à l'INSEE, sous la forme d'une typologie socioéconomique du territoire. A partir de cette outil

notamment, nous tenterons de déceler quelles sont les caractéristiques économiques et non-économiques des populations résidentes qui « expliquent » le plus aujourd'hui le caractère ZUS d'un territoire. Ceci nous permettra d'apporter quelques éléments au débat contradictoire portant sur l'apparente spécialisation de ces territoires marqués institutionnellement, dans l'accueil de certaines catégories de la population (Choffel 2002, Andrieux Herviant 2001).

Etant donné le cadre dans lequel il se déroule² et le temps imparti pour sa réalisation, ce travail n'a pas l'ambition de se présenter comme une étude pointue sur la question des territoires de la politique de la ville. L'intérêt méthodologique³ pour nous dépassera sûrement l'intérêt purement sociologique de l'étude qui pourrait cependant ouvrir la voie à un travail de fond sur la question des critères de différenciation des Zones Urbaines Sensibles. Pour ce faire, si l'on suit Yves Grafmeyer, il conviendrait d'élargir l'analyse statistique des critères de différenciation à celle des conditions de vie dans les quartiers étudiés car « *les différenciations spatiales ne prennent tout leur sens qu'à condition d'être saisies à l'interaction de deux types de processus : d'une part, les mécanismes qui les produisent et, de l'autre, les effets qu'elles exercent en retour sur la vie collective, sur les destinées individuelles et sur les rapports entre les groupes sociaux* » (Grafmeyer, 1996).

² Ce travail est un mémoire complémentaire du DEA de sociologie de l'EHESS, conduit sous la direction de Marion Selz (Lasmas) et Michel Forsé (Lasmas-EHESS), dans le cadre du séminaire méthodologique de sociologie quantitative Lasmas-EHESS.

³ Sur un plan informatique et statistique principalement

I- Retour sur quelques éléments fondateurs de la politique de la ville

Un peu d'histoire...

L'histoire de la politique de la ville en France, malgré sa complexité et la grande diversité des instruments en tous genres qu'elle a fait naître, est somme toute une histoire récente. En effet, si l'on accepte de considérer comme « préhistoire » de la politique de la ville la période s'étalant de 1977 à 1981 au cours de laquelle ont été expérimentées des opérations de réhabilitation de l'habitat dégradé (« Habitat et Vie Sociale »), on peut dater la véritable naissance des politiques de la ville autour des années 1982-1983, avec la parution du rapport Dudebout intitulé *Ensemble, refaire la ville*. Ce rapport, du nom du maire de Grenoble qui dirigea la commission de travail chargée de son élaboration, fournit un programme d'actions destinées à solutionner la question du « malaise des banlieues » alors illustrée par les violentes émeutes urbaines qui soulevèrent Vaux en Velin, dans la banlieue de Lyon, en 1981. C'est la naissance d'une politique de Développement Social de Quartier (DSQ) qui couvrira, sous une forme en constante évolution (en devenant notamment Développement Social Urbain (DSU)), toute la période jusque dans les années 1994. Pour la résumer de manière très succincte, cette période d'expérimentation verra, sur le plan des réalisations, des opérations de réhabilitation menées dans le cadre du programme « Banlieue 89 », la mise en place de contrats d'action pour la sécurité dans la ville ou encore le lancement des premiers contrats de ville expérimentaux qui concernent alors 16 quartiers de ville.

Sur le plan du politique à proprement parler, la période sera marquée par un nombre conséquent de circulaires, lois et décrets concernant les Zones d'Education Prioritaires (1981), la décentralisation (1982), le RMI (1988), la politique de la ville dans le X^e plan (1989), le droit au logement via la loi Besson (1990), la loi d'Orientation pour la Ville (1991), etc. Plus proche de ce qui nous intéresse ici, un décret de Février 1993, relatif à l'application de la loi d'Orientation pour la Ville, fixe une liste de 546 « *grands ensembles et quartiers d'habitat dégradé* » qui deviendront plus tard les Zones Urbaines Sensibles (ZUS).

Ces productions législatives s'accompagneront de la création de nombreuses instances: Commission Nationale de Développement Social des Quartiers (1981), Conseil National des

Villes et Délégation Interministérielle à la Ville (1988), nomination d'un ministre d'Etat chargé de la politique de la ville (1990), de sous-préfets de région affectés à cette même thématique (1991), création d'un comité d'évaluation de la politique de la ville (1991), etc.

La période suivante (1994-1997), correspondant au XI^e plan, place le contrat de ville comme outil principal de la politique de la ville, succédant aux procédures DSQ. 214 contrats de ville seront signés en juin 1994. En 1995, la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) institue les Zones de Redynamisation Urbaine et les Zones de Revitalisation Rurales qui bénéficient d'exonérations fiscales, destinées à y relancer l'activité et l'emploi. Cette loi sera modifiée en 1996 par la loi sur le Pacte de Relance pour la ville qui redéfinit la géographie prioritaire de la politique de la ville, en créant les Zones Franches Urbaines (ZFU) et les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) qui nous intéressent particulièrement dans le cadre de la présente étude. Il donne de ces dernières la définition suivante très proche de celle des quartiers repérés par le décret de 1993 :

Zones Urbaines Sensibles : Zones caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi. Elles comprennent les zones de redynamisation urbaine et les zones franches urbaines.

De 1998 à 2001, la politique de la ville entre dans une nouvelle phase avec la mise en place d'une nouvelle génération de contrats de ville, pensés à présent à l'échelle de l'agglomération, ainsi que l'instauration des GPRU : Grands Projets de Renouvellement Urbain. En avril 2001, 247 contrats de ville pour la période 2000-2006 sont signés.

Après l'élection présidentielle de 2002, le Ministère délégué à la Ville change de nom pour devenir le Ministère délégué à la Ville et à la Rénovation Urbaine, indiquant par là le programme de son ministre (Jean Louis Borloo) pour les années à venir. Parmi les objectifs affichés, le ministre ambitionne selon ses propres termes de « *casser les ghettos* » en lançant un grand programme de démolition/reconstruction dont la très récente destruction des barres des 4000 à la Courneuve, emblématiques de la «question urbaine», est un exemple. La loi d'Orientation et de Programmation pour la Ville et la Rénovation Urbaine, dite loi Borloo, est votée en Août 2003. Destinée à lutter contre les inégalités sociales et territoriales, cette loi instaure diverses procédures et dispositions et crée un observatoire national des ZUS destiné à

rendre compte de l'évolution de ces territoires sensibles. En 2004, 41 nouvelles ZFU sont créées pour « *lutter contre le décrochage économique* »⁴.

Ce rapide historique étant dressé, penchons nous à présent plus en détail sur les différents zonages que l'on a vu se mettre en place depuis la fin des années 70.

A la base de la politique de la ville, une géographie prioritaire

Notre exposé ne s'attardera pas sur la description des différents outils et mesures qui se sont succédés dans le temps tout au long du quart de siècle écoulé. Pour cela, nous renvoyons le lecteur à l'examen des nombreux ouvrages, articles, dossiers spéciaux, etc. parus sur la question et dont on trouvera une liste non exhaustive en bibliographie. Notre intérêt se porte plus particulièrement sur la géographie prioritaire, à la base de tout programme et intervention dans le cadre de la politique de la ville. C'est là d'ailleurs une spécificité de la politique de la ville «à la française» pour qui ce sont les lieux qui font problème et donc les lieux qu'il faut traiter. Dans un ouvrage récent portant sur les politiques de la ville en France et aux Etats Unis⁵, J. Donzelot, C. Mevel et A. Wyvekens montrent ainsi que si l'optique américaine consiste à s'occuper des gens en se basant sur le développement communautaire, la tendance française est, quant à elle, au traitement des lieux via un principe de discrimination positive territoriale.

De 1977 à nos jours, différents zonages du territoire national se sont ainsi succédés au fil des évolutions des cadres d'intervention. S'il n'est pas difficile, à l'aide de la littérature de les repérer et de les nommer, il est par contre beaucoup plus délicat d'en comprendre les critères de définition, nous aurons l'occasion d'y revenir.

Une première géographie prioritaire définie localement avec une attention particulière portée sur le logement social.

Les premières interventions «Habitat et Vie Sociale» relatives à la réhabilitation de bâtis dégradés vont concerner, vers la fin des années 70, une cinquantaine de grandes cités HLM

⁴ DIV, *Les politiques de la ville depuis 1977 : chronologie des dispositifs*, Juin 2004, 30 p.

⁵ DONZELOT J., MEVEL C., WYVEKENS A., *Faire société. La politique de la ville aux Etats Unis et en France*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2003, 365 p.

dégradées. Cet accent initial porté sur le logement social va constituer un des premiers critères de définition des quartiers concernés par la politique de la ville, c'est à dire à l'époque, faisant l'objet d'une convention de quartier (CQ) ou de développement social de quartier (DSQ). La géographie prioritaire de la politique de la ville est d'abord une géographie du logement social ou ouvrier (Estèbe, 2001). Ainsi, entre 1982 et 1984, les maires et les services de l'Etat appelés à désigner les premiers quartiers éligibles, choisiront d'abord les grands ensembles HLM ou les cités ouvrières anciennes, de sorte que sur les 500 quartiers qui vont être appelés à composer la géographie prioritaire, on ne trouve jamais moins de 40 % de logement HLM et souvent plus de 65 %. Cette première géographie prioritaire impressionne alors par l'hétérogénéité des situations locales qu'elle regroupe. Un article de M. Marpsat et J.B. Champion paru en 1996⁶, distingue, en s'appuyant sur les données du recensement de 1990, trois types de quartiers parmi ceux repérés par la géographie prioritaire, trois types bâtis à partir des critères d'âge, de composition familiale et de nationalité. Un quart des quartiers se caractérise par une présence dominante de retraités en maisons individuelles, un gros tiers par celle d'actifs et de familles monoparentales en logement social et enfin un dernier tiers par la présence de familles nombreuses en logement social.

Mais ces quelques variables ne sont pas les seules responsables de la grande diversité observée : en plus de la catégorie d'habitat, du type de ménages ou de l'activité de la population active, les caractéristiques socio-historiques des unités urbaines concernées sont très variées. Philippe Estèbe repère ainsi quatre grandes catégories de quartiers dont nous ne donnerons que l'intitulé :

- Les quartiers emblématiques et historiques de la politique de la ville
- Les quartiers d'habitat social de l'Ouest
- Les quartiers ouvriers de la grande industrie manufacturière
- Les quartiers insalubres, vétustes et précaires de certains centre-villes

Cette première géographie prioritaire n'est pas le fruit d'une démarche scientifique « objective » mais est fortement liée au contexte et au mode de désignation des territoires qui la composent. Les maires ont ainsi été les premiers sollicités par les instances nationales pour définir les quartiers éligibles, dans une optique « top-down », aussi locale soit-elle. Le choix, largement intuitif, s'est porté sur des quartiers qui présentaient une double caractéristique parfois contradictoire : une réputation ancienne ou récente de marginalité et une réputation,

⁶ CHAMPION J.B., MARPSAT M., « La diversité des quartiers prioritaires : un défi pour la politique de la ville », *Economie et Statistiques*, n°294-295, 1996, p. 47-67

plus locale encore, celle de l'exemplarité (Estèbe, 2001). De ce fait, les premiers territoires semblent avoir été choisis moins en raison de leur exclusion « objective » que de leur capacité à démontrer la pertinence d'un nouveau type d'action publique. Cet aspect du choix se relève très important pour comprendre l'ambiguïté qui semble caractériser les opérations de zonage, en ce sens qu'il fallait choisir des quartiers à la fois marqués par l'exclusion mais disposant de ressources suffisantes pour que l'action puisse trouver une issue positive.

Rationalisation de la géographie prioritaire : le risque d'exclusion territoriale

A partir de 1990, quand le principe de « discrimination positive » est posé comme enjeu national⁷, s'enclenche consécutivement un processus de rationalisation de la géographie prioritaire alors essentiellement sensible et locale, pour la transformer en géographie de l'exclusion sociale et spatiale, susceptible de couvrir l'ensemble du territoire national et de permettre le développement d'une véritable politique nationale de lutte contre l'exclusion.

Le passage du local en territoire qualifié pour une politique publique passe nécessairement par un ensemble d'opérations statistiques et l'INSEE est ainsi mobilisé dès 1991.

Le but est bien de constituer une figure rationnelle de la géographie prioritaire existante et d'en donner une image nationale à même de légitimer l'action politique. Il ne s'agit donc pas de procéder à une cartographie de l'exclusion ou de la misère sociale qui recenserait de manière exhaustive, les fractions du territoire national les plus touchées par la pauvreté ou l'exclusion sociale. De ce fait, la délimitation de la population cible sur la quelle l'INSEE va se pencher, se fait dans les limites de la géographie prioritaire initiale et le bien fondé de celle-ci n'est pas remis en cause. Comme le souligne P. Estèbe, « *il s'agit de transformer en objet national une géographie locale préexistante, non de la bouleverser* » (Estèbe, 2001).

La délimitation des quartiers pour une analyse statistique nécessite, de revoir leurs limites car elles ne coïncidaient pas, par construction, avec le découpage en îlots de l'INSEE.

Ce point est un élément important pour la réflexion sur la construction des politiques nationales en général et celle des politiques de la ville en particulier, même si l'on verra qu'en pratique la mutation à l'œuvre n'en sera pas vraiment une. En effet, le passage d'expérimentations locales à une véritable politique nationale, « nécessite » ce travail de rationalisation permettant de passer du particulier au général. Dans le cas précis, l'expertise

⁷ L'expression « discrimination positive » est ainsi présente dans le discours présidentiel tenu par François Mitterrand, à Bron, en décembre 1990

locale et empirique en terme de connaissance des problèmes urbains est supposée céder la place à la froide approche statistique. Celle-ci ne peut se baser que sur ce que les Instituts qui la pratiquent connaissent et possèdent : un certain nombre de variables socio-démographiques de population, recueillies à l'îlot, échelon statistique de base du recensement⁸. En fait, il s'agit d'une relecture par les statisticiens des zonages effectués par les élus locaux en vue de les rendre compatibles avec le traitement statistique, et non d'un bouleversement. Cependant, à ce stade, la pertinence sociologique de la géographie prioritaire peut déjà poser question.

Une fois cette délimitation faite, puisqu'il ne suffit pas de comptabiliser ces quartiers mais aussi de les qualifier, les statisticiens en charge du dossier vont choisir les variables les plus à même de situer le quartier par rapport à son environnement. Trois variables sont alors retenues: la proportion dans la population de jeunes de moins de 25 ans, de chômeurs de longue durée et d'étrangers. A ce stade là encore, comme le souligne Philippe Estèbe, « *il faut souligner combien l'association avec l'Insee contribue à construire l'objet* » (Estèbe 2001). D'autres indicateurs auraient ainsi pu être choisis, comme ceux couramment utilisés dans les monographies locales et qui servent à décrire les difficultés sociales (taux de criminalité, taux d'échec scolaire, etc.), la réalité décrite aurait peut être alors été différente.

Par une appréciation de l'écart à la moyenne nationale et à celle de l'agglomération et de la commune à laquelle appartiennent ces quartiers, de chacune de ces variables, on mesure une concentration de population à risque et donc un risque potentiel d'exclusion territoriale. Cette mesure de la concentration de « population à risque » relativement aux territoires environnants permet de déterminer le degré de risque auquel le quartier se trouve exposé et de mesurer la distance sociale qui sépare le quartier du reste de la commune.

Une première liste de quartiers prioritaires, au périmètre « rationnel », est fixée par le décret n° 93-203 du 5 février 1993 pris pour l'application de la loi d'orientation pour la ville (LOV) du 13 juillet 1991. Elle comprend 546 quartiers caractérisés par la présence de « *grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi* » où les collectivités locales peuvent procéder à des exonérations de taxe

⁸ Une définition plus approfondie des différents échelons géographiques utilisés par l'Insee sera présenté au cours des chapitres à venir, l'îlot correspond globalement, en contexte urbain, à un pâté de maisons.

professionnelle⁹. Le décret du 28 mai 1996 relatif aux emplois de ville propose une seconde liste qui révèle 743 quartiers prioritaires, abritant 4,4 millions d'habitants.

La rationalisation de la géographie prioritaire dans laquelle s'est engagée la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) à partir de 1991, lui permet de mieux qualifier les quartiers prioritaires, d'en donner un périmètre conforme aux exigences de l'analyse statistique et d'en présenter une image nationale. En revanche, le choix initial de ces quartiers reste lié à un arbitrage très empirique et local, entre grands élus et services de l'Etat, à partir des éléments qualitatifs cités par la loi (grands ensembles et habitat dégradé, déséquilibre entre habitat et emploi). Ce grand mouvement de rationalisation ne procède ainsi pas à une réelle cartographie nationale de l'exclusion sociale mais aboutit à un atlas de territoires abritant des populations « à risque » ou considérées comme telles.

Du risque d'exclusion territoriale à l'Indice Synthétique d'Exclusion

A partir de 1995, la DIV est missionnée par le gouvernement Juppé, pour l'élaboration d'un plan de lutte contre la « fracture sociale », fer de lance de la campagne présidentielle de J.Chirac. Pour ce faire, les préfets en charge de sa mise en place se basent sur la possibilité offerte par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire de 1995, de classer certains quartiers auxquels sont appliquées diverses mesures visant à promouvoir le développement économique. C'est le cas des Zones de Redynamisation Urbaine. Ces dispositions permettent en effet de classer les territoires selon le degré de difficultés qu'ils subissent afin de calibrer les aides fiscales et les exonérations de charges sociales destinées aux entreprises s'installant sur ces zones.

La DIV et l'INSEE se lancent alors dans de nouvelles opérations statistiques. Il s'agit en effet de redessiner les périmètres des quartiers prioritaires, alors essentiellement quartiers d'habitat, non adaptés à une politique qui entend inciter l'implantation d'activités économiques. Les périmètres sont donc étendus mais de manière modérée. Ensuite, il faut qualifier les territoires ainsi délimités au regard du degré d'exclusion qu'ils sont censés subir. Cette qualification est soumise à deux impératifs : l'Etat souhaite en effet afficher une géographie restreinte afin de démontrer la rationalité et la précision de cette nouvelle géographie comparativement aux

⁹ DIV, *Historique législatif des ZUS-ZRU-ZFU*, Mai 2003, 4 p.

découpages passés, mais il souhaite aussi instaurer une politique nationale, ce qui nécessite de classer nationalement les sites repérés.

La réflexion statistique alors menée aboutit à la création d'un Indice Synthétique d'Exclusion (ISE) destiné à rendre compte du degré d'exclusion que le quartier est censé subir. L'ISE se compose de données déjà disponibles : le taux de chômage de longue durée, le taux de jeunes de moins de 25 ans et le taux de sans diplôme qui remplace la proportion d'étrangers¹⁰, que l'on multiplie par la population du quartier, le tout pondéré par le potentiel fiscal de la commune. Le calcul se résume par une formule que rapporte par Philippe Estèbe :

| |
|---|
| $\text{ISE} = \frac{\% \text{ moins de 25 ans} \times \% \text{ chômeurs de longue durée} \times \% \text{ sans diplôme} \times \text{population totale}}{\text{potentiel fiscal de la commune}} \times 11$ |
|---|

Une fois cet indice calculé, il reste à classer les quartiers repérés sur une échelle d'exclusion. Le gros souci de cet indice est sa sensibilité à la population totale du quartier qui tend ainsi à surclasser les grands quartiers de ville. Cet inconvénient s'efface cependant devant le sentiment gratifiant de disposer d'un outil « objectif » de délimitation des quartiers prioritaires.

750 quartiers sont repérés pour constituer la nouvelle géographie prioritaire. A l'issue de ce travail, la loi d'Orientation pour le Pacte de Relance de la Ville de 1996, définit ou redéfinit plusieurs types de zonages pour les quartiers prioritaires : les Zones Urbaines Sensibles (ZUS), les Zones de Redynamisation Urbaine (ZRU) et les Zones Franches Urbaines (ZFU)¹². Les Zones Urbaines Sensibles, en particulier, seront définies par la loi PRV, on l'a vu plus haut, comme « zones caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi ».¹³

¹⁰ Mais les statisticiens de l'INSEE impliqués dans ce travail considèrent que ces deux proportions sont équivalentes.

¹¹ Le potentiel fiscal de la commune correspond à la somme des potentiels fiscaux des habitants, il correspond donc à une appréciation de la richesse des habitants, non de la commune.

¹² Les zonages ZRU et ZFU se caractérisent par des régimes particuliers d'exonérations fiscales et de charges sociales, visant à favoriser l'implantation d'entreprises en leur sein. Pour en savoir plus, voir l'annexe Politique de la ville : pour qui ? pour quoi ?

¹³ La loi PRV définira de même les ZRU et ZFU: « Les zones de redynamisation urbaine correspondent à celles des zones urbaines sensibles [...] qui sont confrontées à des difficultés particulières, appréciées en fonction de leur situation dans l'agglomération, de leurs caractéristiques économiques et commerciales et d'un indice synthétique.[...]. Les zones franches urbaines sont créées dans des quartiers de plus de 10 000 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine. [...] »

Le classement de ces ZUS suivant leur ISE permettra de classer suivant un degré décroissant « d'exclusion », certaines d'entre-elles en Zone Franche Urbaine (ZFU) et en Zone de Redynamisation Urbaine (ZRU).

Ainsi, si l'Indice Synthétique d'Exclusion intervient pour la sélection, parmi les ZUS, des ZRU et ZFU, il n'intervient pas dans la sélection des ZUS, qui reste basée sur des critères qualitatifs (grands ensembles et habitat dégradé, déséquilibre entre habitat et emploi) et sur une analyse conjointe des élus et de l'Etat. Encore une fois, le raffinement de l'opération de rationalisation n'a pas conduit à un requestionnement de la géographie française des territoires de l'exclusion.

Un décret de décembre 1996 fixe la liste des 750 ZUS qui compteront 4,7 millions d'habitants au recensement de 1999. 416 ZUS seront classées, fin 1996, en ZRU quand 44 parmi les quartiers les plus exclus se verront classés en ZFU. Le périmètre de ces dernières zones, défini en liaison avec les préfets, diffère souvent de celui des ZUS puisqu'il « *pourra prendre en compte des espaces situés à proximité du quartier, si ceux-ci sont de nature à servir le projet de développement d'ensemble dudit quartier* »¹⁴.

Quelle évolution de la géographie prioritaire de la politique de la ville ?

Cette opération de rationalisation a-t-elle profondément modifié la géographie prioritaire de la politique de la ville ? A l'échelon qui nous intéresse, celui des ZUS, la réponse est non. On a vu en effet que jamais les critères de définition des ZUS n'ont en fait évolué depuis les premiers découpages, restant caractérisés par un choix intuitif et subjectif, arbitré par les grands élus locaux et les services de l'Etat, à partir de critères qualitatifs relatifs au type et à l'état du bâti et au déséquilibre entre habitat et emploi. Il n'est donc pas surprenant que Philippe Estèbe s'étonne dans son article de Juillet 2001 que « *les modifications sur le terrain [consécutive au processus de rationalisation engagé] paraissent en fait marginales, la liste des ZUS, ZRU et ZFU étant étonnamment semblable à celle du décret de 1993 qui nommait les quartiers de la politique de la ville* »¹⁵.

¹⁴ loi PRV, 1996

¹⁵ Estèbe P., 2001, op. cit., p.11

Ce rapide historique montre ainsi qu'il peut être intéressant de questionner ce choix initial et de repérer par l'étude statistique des quartiers prioritaires, au delà des critères de choix très généraux cités, quels ont pu être les déterminants de cette géographie prioritaire et ce qu'il en est aujourd'hui des caractéristiques de ces quartiers vis à vis de leur environnement.

Diversité des quartiers prioritaires de la politique de la ville

On a déjà mentionné au cours des paragraphes précédents la grande diversité qui a caractérisé et caractérise d'ailleurs toujours les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En 1996 dans un article déjà cité, M. Marpsat et J.B. Champion prévenaient ainsi du risque consistant à assimiler quartier en difficulté et quartiers en convention¹⁶. A partir des données du recensement de 1990, les auteurs montraient alors que « *sans être pour autant considérés comme quartiers prioritaires de la politique de la ville, certains quartiers ont un taux de chômage aussi élevé et comptent autant de familles monoparentales ou nombreuses [...]* »¹⁷. Le choix des périmètres a donc bien été dans un premier temps, le fruit de stratégies locales différentes, tendant ici à focaliser l'action publique sur tel ou tel quartier, ou au contraire s'en gardant, afin par exemple, de ne pas stigmatiser le quartier en question. Cependant, en comparant les données sociales et démographiques relatives à chaque quartier avec celles de l'agglomération dont ils dépendent, les auteurs repèrent un certain nombre de traits caractéristiques des quartiers en convention : pourcentage globalement plus élevé de logement HLM, surpeuplement fréquent des logements, proportions plus importantes de familles monoparentales, taux de chômage, etc. Les quartiers en convention sont caractérisés par des valeurs de ces variables, toujours ou presque supérieures à celles de l'agglomération dont ils dépendent, mais les contrastes sont grands entre les différents quartiers en convention (avec par exemple en 1990, 87% de femmes actives au chômage dans un quartier situé en Basse Normandie, contre 4% dans un quartier du Limousin), y compris entre quartiers d'une même ville¹⁸. La diversité des situations au regard de l'emploi permet aux auteurs de repérer 6 types de quartiers en fonction du statut de l'emploi des actifs du quartier, de l'âge, de la durée du

¹⁶ La dénomination « quartiers en convention » renvoie au conventionnement dont bénéficiaient les premiers territoires de la politique de la ville avant 1990, à l'époque du Développement Social de Quartiers (DSQ). Lorsqu'elle est utilisée dans notre texte, cette dénomination renvoie donc à cette période de la politique de la ville.

¹⁷ Marpsat M., Champion J.B., 1996, op. cit., p. 47

¹⁸ Ainsi, le taux de chômage des femmes à Valenciennes en 1990 oscille entre 20% et 80% suivant le quartier en convention observé.

chômage et du secteur d'activité. Cette diversité se lit dans la typologie créée par ces auteurs, allant du type 1 «ouvriers, étrangers, chômeurs » qui représente 14% de la population des quartiers en convention étudiés au type 6 « indépendants, employeurs et retraités » qui en compte 5%. Quoiqu'il en soit, l'étude montre que les difficultés ont toujours tendance à se cumuler.

Plus récemment, l'analyse des données du recensement général de la population de 1999 pour les territoires classés en Zone Urbaine Sensible nous permet de dresser un rapide portrait de la situation générale de ceux-ci en 1999¹⁹.

La population des ZUS est globalement plus jeune que celle des agglomérations dont elles dépendent. Ainsi en 1999, la part des moins de 15 ans atteint 23,3% en moyenne dans les ZUS de métropole contre 17,8% dans l'ensemble des agglomérations ayant une ZUS. Le même rapport concernant les 15-24 ans est de 16,2% contre 14,7%.

Par ailleurs, les ménages dont la personne de référence est étrangère sont surreprésentés dans les ZUS par rapport aux agglomérations dont elles dépendent et par rapport au territoire national dans son ensemble. Ces ménages représentent ainsi 16,8% des ménages des ZUS en 1999 alors qu'ils n'étaient que 15,7% en 1990. Ces ménages, principalement d'origine extra-européennes sont globalement de grande taille et ils représentent ainsi 24,4% des habitants des ZUS en 1999. La proportion d'immigrés entendus comme « *personnes nées étrangères à l'étranger et venues s'installer en France*²⁰ » est de 18,3% dans les ZUS en 1999, ce qui est plus du double de ce qu'on observe à la même date en population nationale (7,4%). 83% des immigrés sont originaires d'un pays extérieur à la Communauté Européenne.

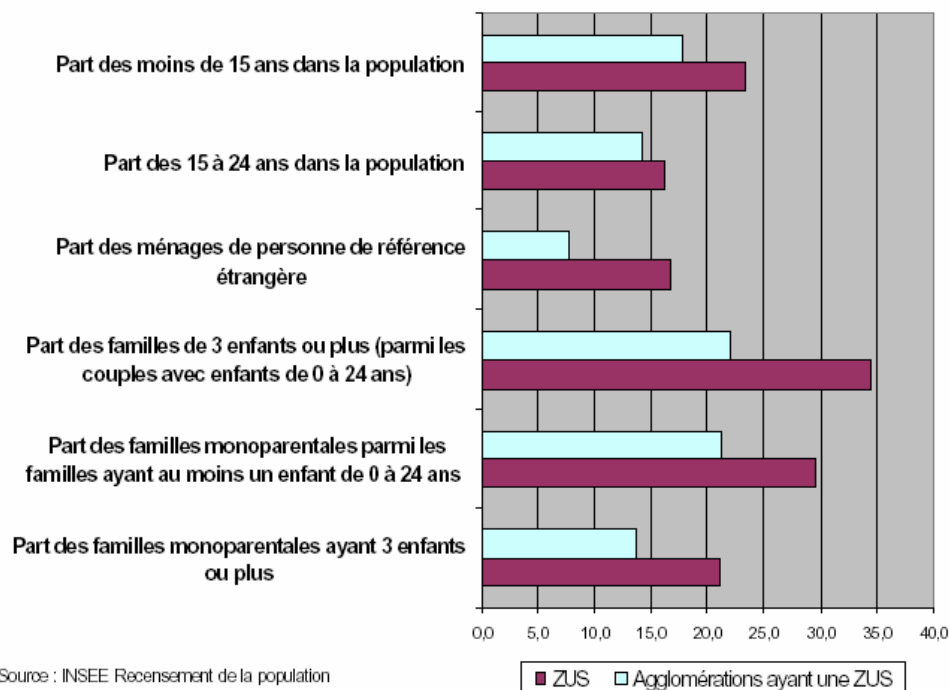
Les structures familiales des quartiers en ZUS sont marquées par l'importance quantitative des familles nombreuses (34,4% des couples avec enfants ont 3 enfants ou plus contre 23,8% dans l'ensemble des villes (contenant ou non une ZUS)) et par la sur-représentation des familles monoparentales (29,6% des familles contre 21,2% dans l'ensemble des villes (contenant ou non une ZUS)).

Le graphique ci-dessous, emprunté à Philippe Choffel, résume la situation des ZUS en 1999 sur les quelques variables démographiques évoquées.

¹⁹ Sources : Choffel P., *Emploi et Chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, quelques repères statistiques*, DIV, Mission Observation, veille scientifique, évaluation, décembre 2002 et CD ROM *Recensement Général de la Population concernant les ZUS (1990, 1999)*, Insee.

²⁰ Définition du Haut Conseil à l'Intégration adoptée depuis 1991

Graphique 1: Quelques caractéristiques des populations des ZUS et des Agglomérations en 1999



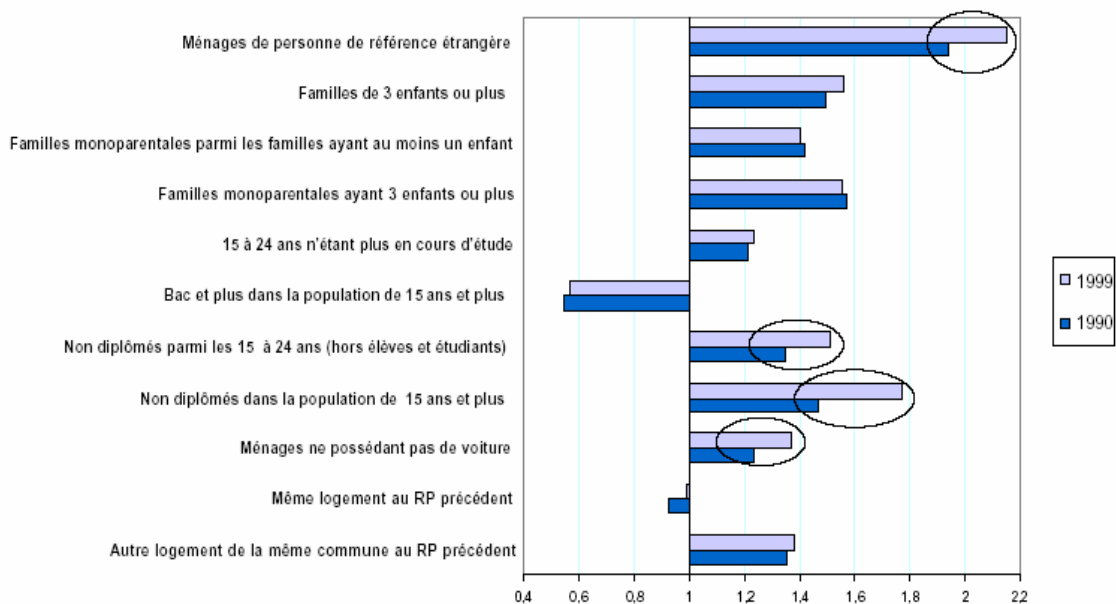
Concernant les données socio-économiques, les ZUS ont des caractéristiques de quartiers populaires en ce sens qu'elles comptent peu de ménages de cadres et de professions intellectuelles et supérieures et peu d'indépendants et chefs d'entreprise. Par contre les ménages dont la personne de référence est ouvrier ou employé sont sur-représentés (respectivement 37,5% et 34,9% contre 22,9% et 30,7% dans les Unités Urbaines ayant une ZUS).

En 1999, la part des chômeurs dans la population active des ZUS atteint 25,4%, soit pratiquement le double de celle repérée pour l'ensemble de la France métropolitaine (12,8%). De plus, la précarité de l'emploi est largement plus fréquente dans les ZUS qu'ailleurs et le taux de chômage parmi les jeunes actifs (moins de 25 ans) atteint en 1999, 38,6% (25,6% sur l'ensemble du territoire national).

Une des causes mises en avant pour expliquer le fort taux de chômage des ZUS est le déficit de formation de leurs habitants. En effet, la proportion de sans diplôme dans les ZUS est 1,8 fois plus élevée, en 1999, que dans l'ensemble des villes et l'étude de la progression de la qualification entre 1990 et 1999 montre que tant pour l'obtention du Bac (ou plus) que pour la poursuite des études au delà de la scolarité obligatoire, la progression, néanmoins réelle, est toujours inférieure à celle que l'on observe pour l'ensemble des villes.

Un dernier graphique, issu de l'analyse de P. Choffel, résume les grands traits caractéristiques de la population des ZUS, en introduisant une dimension d'évolution durant la période 1990-1999. L'examen des poids relatifs pour les zones ZUS et non-ZUS, de chaque catégorie présentée est une introduction à l'analyse que nous allons mener au cours de ce travail.

Graphique 6 : Concentration de quelques catégories de populations dans les ZUS
(évolution entre 1990 et 1999)



Lecture : les indicateurs présentés rapportent le poids de chaque catégorie de population dans les ZUS au poids de la même catégorie dans l'ensemble des agglomérations ayant une ZUS. Un indicateur supérieur à 1 reflète une sur-représentation de la catégorie dans les ZUS, un indicateur inférieur à 1 une sous-représentation. Les cercles pointent les évolutions remarquable de la période inter-censitaire.

II- Division sociale de l'espace et ségrégation : concepts et outils pour l'analyse.

Le présent travail abordant la question des critères officiels et officieux de définition de la géographie prioritaire de la politique de la ville, trouve ses soubassements théoriques dans les théories de la division sociale de l'espace et celles de la ségrégation sociale et spatiale. Pour la sociologie, s'il est un élément du décor dans lequel se joue la vie sociale, l'espace physique ne se résume cependant pas à cela. En effet, loin de n'être qu'un substrat physique neutre sur lequel se dérouleraient les actions sociales, chaque espace est construit par les sociétés qui l'investissent, mais celui-ci, dans une relation réciproque, participe aussi de l'élaboration de la vie sociale qu'il supporte. L'espace peut ainsi être considéré, en suivant Philippe Frischt, comme « *un milieu caractérisé par l'extériorité de ses parties, structurant et structuré par les actions sociales* ». Du point de vue de la sociologie, l'espace n'est donc jamais qu'espace social car il se trouve toujours « *socialement marqué, divisé, disputé ou négocié, ignoré ou exploré, aménagé ou préservé, etc. mais aussi toujours socialement perçu, représenté, vécu et conçu.* » (Frischt, 1999).

Du fait des rapports étroits qu'il entretient avec l'espace social, l'espace physique est lui aussi soumis aux divers processus historiques, économiques et sociologiques qui aboutissent à la partition du monde social. Depuis toujours selon certains historiens²¹, même si rarement le phénomène a atteint les niveaux dont l'élévation subite est à relier à l'avènement des sociétés dites industrielles, l'espace est socialement et donc spatialement divisé. Avec la nouvelle division sociale du travail induite par les révolutions industrielles, l'espace se spécialise tant à grande échelle (pays, régions) qu'à des échelles plus fines (les villes, les quartiers), dans certaines fonctions productives et partant, dans l'hébergement des catégories sociales qui leur sont associées. La sociologie et en particulier les sociologies spécialisées dans l'étude de l'espace (sociologie urbaine, sociologie rurale) se sont constituées en partie autour de l'étude de ces divisions de l'espace et des localisations physiques des différents groupes sociaux. Depuis les « ancêtres » (Simmel, Halbwachs, Park, Burgess et les sociologues de l'École de

²¹ Cette question est l'objet d'un vif débat entre historiens et sociologues, les premiers accusant les seconds de propager le mythe d'une époque pré-industrielle où régnait la mixité dans la ville. Cf. Faure A., « Review of Brun J., Rhein C. (eds.), *La ségrégation dans la ville*, Paris, l'Harmattan, 1994 », H-Urban, H-Net Reviews, November, 1997

Chicago) jusqu'aux chercheurs contemporains²², plusieurs cadres d'analyse ont tenté de rendre compte des processus de division sociale de l'espace, de ségrégation, d'agrégation, etc. et d'en analyser les effets tant sur les individus que sur les espaces eux-mêmes.

Nous retiendrons deux cadres d'analyses qui fondent l'étude que nous avons entreprise. Nous allons ainsi dans un premier temps présenter la typologie socioéconomique du territoire élaborée par Nicole Tabard, qui rend compte d'un certain type de mécanismes conduisant à la division sociale de l'espace, puis nous passerons en revue, de manière assez rapide, quelques-unes des thèses développées autour des mécanismes de ségrégation, tant sociale que spatiale, qui permettent d'éclairer autrement la question de la partition sociale du territoire.

La typologie socioéconomique du territoire de Nicole Tabard : un cadre théorique de la division sociale de l'espace

La division sociale de l'espace est le fruit de phénomènes complexes aux causalités multiples. Parmi celles-ci, certaines sont liées à la question de la division sociale du travail, dont les fondements ont été décrits en son temps par Emile Durkheim. Nicole Tabard, s'est particulièrement penchée sur l'étude de ces phénomènes en mettant un accent sur la structuration socioéconomique du territoire. Depuis le recensement de 1968, s'inspirant sur le plan théorique des travaux effectués en économie spatiale, elle a conçu une typologie du territoire national rendant compte de la partition socio-économique de celui-ci. L'outil, recréé et raffiné depuis à chaque recensement, offre ainsi un profil socioprofessionnel des communes françaises comprenant 27 types produits à partir du croisement d'un ensemble de variables relatives à la position socioéconomique d'individus résidant dans les territoires observés. Les données prises en compte sont des données individuelles qui concernent, à la fois du fait des contraintes méthodologiques et par construction théorique, les hommes personnes de référence actifs.

La position socioéconomique de chacun des hommes de référence est spécifiée par une variable composite couplant la profession de chacun d'eux, la catégorie socioprofessionnelle, la branche d'activité économique de l'entreprise qui l'emploie et son statut (en emploi ou chômeur).

²² La liste serait trop longue, citons pour mémoire Tabard, Pinçon, Pinçon-Charlot, Grafmeyer, Marpsat, Preteceille, Oberti, etc.

L'analyse porte des unités géographiques diverses qui vont être rendues comparables. Les villes d'au moins 10000 habitants sont découpées en Triris²³, ce premier niveau infra-communal représentant moins de la moitié des hommes personnes de référence (45,3%). Les communes plus petites (5000 à 10000 habitants) sont conservées au niveau communal, elles représentent 18,6 % des hommes de référence. Enfin, les communes plus petites sont réunies en niveau supra (canton, arrondissement) qui représentent 36% des personnes de référence. 7571 unités géographiques de résidence sont ainsi considérées.

L'utilisation combinée de l'analyse factorielle et des outils de classification automatique sur les données précitées²⁴, aboutit d'une part à une représentation graphique, sur le plan factoriel, de la position de chaque commune et de chaque code de profession activité, et d'autre part à l'élaboration des 27 types qui caractérisent les communes. Les 27 types sont agrégés à un niveau supérieur en 8 groupes tels que présentés et détaillés dans le tableau ci-après :

²³ Un exposé plus détaillé de ces unités géographiques et statistiques sera rédigé dans le chapitre de présentation des données.

²⁴ On reviendra plus loin plus en détail sur la construction de la typologie socioéconomique

Typologie socioéconomique du territoire en 27 postes

| | |
|--|---|
| 1-DIR | <i>Tertiaire supérieur – haute technologie – direction d’entreprise / Quartiers de Paris, Ile-de-France Ouest</i> |
| 1_DIR1 1_DIR3 | Activités artistiques ou clientèle aisée / Paris est Patronat, établissements financiers, services aux entreprises / Quartiers très aisés de Paris et de l’ouest de l’Ile-de-France |
| 1_DIR4 1_DIR5 | Cadres de la santé et de l’enseignement / quartiers des grands centres de province Haute technologie / ouest francilien |
| 2_AGRI | <i>Agriculture IAA bois meuble commerce de gros alimentaire-agricole</i> |
| 2_AGRI12 2_AGRI13 2_AGRI21 2_AGRI22 | IAA, bois, meubles, matériaux de construction / cantons des régions ouest Agriculture, textiles et industries diverses / cantons des Pays de la Loire Agriculture, bâtiment / littoral, bassin méditerranéen Commerce de véhicules, commerce de gros (alimentation, bois, matériaux) / petits bourgs de la moitié ouest |
| 2_AGRI31 | Agriculture / rural isolé, quart sud ouest |
| 3_INDOUV | <i>Travail industriel / nord et est</i> |
| 3_INDOUV1 3_INDOUV3 3_INDOUV4 3_INDOUV5 | Industries textile-cuirs, papier-carton, matériaux de construction / espace rural industriel Métallurgie, industrie qualifiée /périphérie industrielle quart nord-est Mécanique, chimie, plastiques, faible qualification industrielle / moitié est Chômage industriel / banlieues des grandes UU de province / Nord-Pas-de-Calais |
| 4_ | <i>ESPACES DE SPECIALISATIONS MOYENNES</i> |
| 4_SEMAG | <i>Espace semi-agricole et artisanal / petites unités urbaines et pôles ruraux</i> |
| 4_SEMAG2 4_SEMAG3 | Hôtellerie, restauration / littoral, bassin méditerranéen Activités semi-agricoles / communes petits pôles |
| 4_ADPUB | <i>Administration publique, restauration / quartiers des pôles urbains, littoral</i> |
| 4_ADPUB1 4_ADPUB3 | Classes moyennes de fonction publique / littoral Administration, cafés restaurants / PACA, littoral |
| 4_INDQ | <i>Travailleurs industriels qualifiés, chimie, plastiques / Rhône-Alpes</i> |
| 4_INDQ2 4_INDQ3 4_INDQ4 4_INDQ5 | Transports ferroviaires Salariés qualifiés industrie / cantons péri-urbains Encadrement de la production Métiers divers peu qualifiés / petits centres provinciaux |
| 4_TEC | <i>Classes moyennes techniques, commerce de gros industriel / banlieue Paris</i> |
| 4_TEC2 4_TEC3 | Aéronautique, ordinateurs Catégories moyenne administration d’entreprises publiques ou privées / Banlieue Paris |
| 4_CHOMA | <i>Travail artisanal, chômage, entretien des villes / quartiers pauvres des grandes unités urbaines, ZUS</i> |
| 4_CHOMA1 4_CHOMA2 4_CHOMA3 4_CHOMA4 | Manutention, tri / Haute Normandie, ZUS Tertiaire administratif et commercial peu qualifié, chômage / littoral, ZUS Petits métiers urbains, chômage / Ile-de-France, ZUS Chômage, service des villes / ZUS, grands centres, PACA, Nord-Pas-de-Calais |

Sources : Tabard, Martin-Houssart, 2002

La typologie socioéconomique du territoire permet ainsi de mettre en évidence les liens entre la hiérarchie spatiale et la hiérarchie sociale en montrant plusieurs oppositions : celle entre les catégories aisées et les catégories populaires (plus encore pour les ouvriers de l’industrie que pour ceux du travail artisanal) ; celle entre le monde technique et industriel et le monde des services ; et enfin entre la région Ile de France et le reste du pays.

L’organisation de la grande entreprise industrielle demeure ainsi, en 1999, le facteur le plus structurant du territoire, l’opposition décision / exécution fondant la principale dimension, hiérarchique. Mais la concentration des activités de direction entraîne aussi celles des activités

connexes comme les services aux entreprises, les banques et assurances, mais aussi l'administration centrale, les services ou commerces rares, etc. Du côté de l'exécution, on recense deux types de territoires bien séparés : ceux du travail agricole et artisanal et ceux du travail industriel.

Près des deux tiers des ménages se situent en fait à un niveau moyen entre les extrêmes précités. Ce niveau est hétérogène et ses contrastes n'aboutissent pas à des coupures nettes comme dans le premier niveau. Il caractérise ainsi des espaces de spécialisations plus faibles qui concernent trois types d'actifs selon leur statut ou leur activité : les classes moyennes administratives caractérisent les centres du réseau des villes moyennes et grandes ou les communes littorales ; les classes moyennes techniques et les salariés qualifiés de l'industrie font émerger des zones périurbaines ; enfin les catégories exclues des villes composent les quartiers pauvres urbains qui vont particulièrement nous intéresser.

La typologie fait donc émerger ces derniers quartiers qui correspondent pour beaucoup à des territoires classés en Zone Urbaine Sensible. Entre autres informations sur ceux-ci, la typologie montre un voisinage étroit en leur sein, entre les chômeurs et les activités liées à l'entretien et au service des villes.

Les ZUS sont donc globalement très représentées dans le type CHOMA, l'un des 8 grands types de la typologie²⁵. Il se décompose en 4 sous-types, de CHOMA1 à CHOMA4. En raison de l'usage que nous allons faire de ce type particulier dans les pages qui vont suivre, nous allons procéder à un examen plus particulier de ses caractéristiques²⁶. Le type CHOMA apparaît en fait en 1999 dans la typologie de Nicole Tabard, il représente 8,5% des hommes de référence considérés et 18,4% des hommes de référence au chômage. Les chômeurs qui caractérisent ce groupe relèvent de toutes les catégories socio-professionnelles à l'exception des cadres et ingénieurs. L'apparition de ce groupe témoigne en fait de la territorialisation du chômage qui s'est ainsi accrue entre 1990 et 1999, les chômeurs, quelle que soit leur ancienne profession, étant statistiquement voisins sur le territoire. La deuxième information apportée par l'apparition de ce type concerne le voisinage de ces chômeurs : on remarque ainsi que

²⁵ 63,6 % des Unités Géographiques correspondant à des ZUS sont de type CHOMA, 12,7 du type INDQ et 11,8 du type INDOU. Les 751 ZUS du territoire national correspondent à 1091 des Unités Géographiques considérées par Nicole Tabard.

²⁶ Sources : Tabard N., Martin-Houssart G., Représentation socio-économique du territoire. Typologie des quartiers et communes selon la profession et l'activité économique de leurs habitants, n° F0208, série des documents de travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, INSEE, Septembre 2002

celui-ci se compose principalement d'employés des secteurs de service et d'ouvriers, principalement ceux travaillant dans le bâtiment, le nettoyage, la restauration, etc. L'Ile-de-France et PACA sont les deux régions les plus représentées dans ce type avec respectivement 27% et 16% des ménages. Ce groupe a toutes les caractéristiques des quartiers pauvres urbains : 48% de logements HLM, 9% de grands immeubles (plus de 10 étages), 14% de ménages étrangers dont 8,5% d'origine africaine, 9% de familles nombreuses, 13% de familles monoparentales. Enfin et surtout, une proportion considérable des ménages de ce groupe vivent en ZUS : 46% contre moins de 8% en moyenne. Le taux de chômage de ce groupe atteint 17% en 1999, deux fois la moyenne. Les sous-groupes se différencient par des proportions d'ouvriers et d'employés différentes et par des secteurs d'activité variables. De ce fait, certains sont surtout représentés en Ile-de-France quand d'autres ne comptent que des territoires localisés en province.

Les quartiers du type CHOMA ne sont pas représentatifs de tous les quartiers en difficulté, mais des quartiers jouxtant les grandes métropoles régionales ou Paris ; ils sont ainsi représentatifs de la pauvreté urbaine résultant d'une forte ségrégation locale : quartiers de grands immeubles HLM où sont logés beaucoup de familles étrangères.

Les quartiers pauvres en environnement ouvrier émergent grâce aux ouvriers du travail industriel, localisés dans des régions elles-mêmes pauvres ou en crise. Ce sont des quartiers un peu plus pauvres que ceux qui les entourent, il apparaissent comme ceux où la qualification est minimum ou bien ceux où le poids de l'industrie est maximum. Ils sont moins nombreux à faire partie d'une ZUS, le type caractéristique de ce groupe est le type INDOUV5, chômage industriel, banlieues de grandes UU de province (25,3% en ZUS).

Parce qu'elle permet de qualifier des territoires, dont les ZUS et les agglomérations dont elles dépendent, sur le triple plan de l'emploi, de la CSP et du secteur d'activité, la typologie socioéconomique du territoire va nous permettre une analyse statistique fine des variables qui expliquent le classement en ZUS de tel ou tel territoire. Avant d'avancer plus en avant dans ce travail d'analyse, développons quelques-unes des thèses liées à un second type de processus conduisant à la partition de l'espace physique : les phénomènes de ségrégation spatiale.

La ségrégation spatiale : autre moteur de la division sociale de l'espace

La ségrégation spatiale, entendue à la fois comme « *fait social de mise à distance et comme séparation physique entre des individus et des groupes sociaux* » (Grafmeyer, 1996), est un autre opérateur multiforme de la division sociale de l'espace, dont les causes sont là encore variées. Concept à la limite de l'opérateur pour la recherche en sciences sociales du fait du flou qui l'entoure et de l'usage intempestif qui en est fait dans le langage commun et dans l'action politique, le terme nécessite quelques précautions et clarifications pour une utilisation à bon escient. Il est important par exemple de repérer le contexte dans lequel le terme est appliqué car son appréhension diverge fortement entre le cas par exemple, de sociétés où la séparation physique des groupes est institutionnalisée et autoritairement préservée en tant que principe fondateur de l'organisation sociale, et celui de sociétés comme la notre, dominées par des valeurs relatives à l'égalité de leurs membres. Dans l'un des cas le terme se rapporte à un principe fondateur de l'organisation sociale, dans l'autre il est toujours entouré de connotations péjoratives. Il renvoie implicitement à la norme (ou à l'idéal) d'un monde meilleur où triompheraient au contraire la mixité, l'assimilation, l'intégration, etc. (Grafmeyer, 1996). Le caractère négatif de la ségrégation ne fait d'ailleurs pas l'unanimité dans la sphère académique où de nombreux chercheurs pointent les avantages, pour les catégories populaires, liés à l'existence d'un environnement social homogène²⁷.

Caractérisant un déséquilibre dans la composition de certains territoires, le plus souvent repéré sous l'angle résidentiel, la ségrégation, pour l'analyse comme pour l'action politique, doit être évaluée, mesurée. Pour ce faire, de nombreux travaux ont proposé divers indices et indicateurs permettant de mesurer les écarts de distribution résidentielle en fonction de la position socioprofessionnelle, de l'origine, de la religion, etc. Le travail de Nicole Tabard que l'on vient d'exposer en est, dans une certaine mesure, un exemple. On pourrait citer l'indice de dissimilarité permettant de comparer deux catégories par le calcul de la proportion des membres d'un groupe qui devraient changer de domicile pour que les deux groupes se répartissent de manière équivalente au sein de l'espace de référence, ou encore l'indice de ségrégation qui compare la localisation d'un groupe à celui de l'ensemble de la population (Duncan & Duncan, 1955). Pour affiner ces mesures, certains auteurs centrent leurs analyses sur la distance aux équipements et services offerts par la ville et non seulement sur la distance

²⁷ Voir notamment, Simon P., « La politique de la ville contre la ségrégation, ou l'idéal d'une ville sans divisions », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°68-69, 1995, pp. 26-33

séparant les groupes sociaux. Ceci permet de qualifier la ségrégation par une appréciation de l'inscription spatiale des inégalités sociales, la « mise à l'écart » n'étant pas l'apanage des populations les plus exclues ainsi que l'ont montré les travaux de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot.

En résumé, en suivant Yves Grafmeyer, on peut relever trois grandes perspectives autour desquelles se sont construites les recherches portant sur la ségrégation urbaine :

- ? Repérer les différences de localisation entre des groupes définis par la position sociale ou par l'origine ethnique par la mesure de degrés de dissemblance entre les groupes.
- ? Mettre l'accent sur les chances inégales des groupes pour l'accès aux biens matériels et symboliques offerts par la ville.
- ? Qualifier toute forme de regroupement spatial associant étroitement des populations défavorisées à des territoires circonscrits. (enclave, relégation, ghetto, ethnicité).

Différents processus non exclusifs pour comprendre la ségrégation spatiale

Du point de vue des mécanismes qui la fondent, la ségrégation connaît de multiples lectures dont nous retiendrons les principales par une synthèse croisée des réflexions de Y. Grafmeyer et E. Preteceille, consignées dans deux articles parus sensiblement à la même date²⁸. Si le second insiste plus sur les processus économiques dans la lignée des travaux de S. Sassen sur la « ville globale » et les effets de la globalisation sur la division de l'espace, le premier retient trois processus d'ordre plus sociologiques et politiques.

La ségrégation résidentielle peut tout d'abord se comprendre comme le résultat collectif émergeant de la combinaison de comportements individuels discriminatoires, visant à rechercher la compagnie de ses semblables ou plutôt à éviter celle des dissemblables. Les perceptions discriminatoires qui valent ici autant pour le choix du logement que pour les stratégies scolaires n'alimentent pas forcément une volonté de ségrégation, ce sont la plupart

²⁸ Grafmeyer Y., « La ségrégation spatiale », in Paugam S. *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1996, p.209-216
Preteceille E., « Ségrégations urbaines », in *Sociétés Contemporaines*, n°22-23, 1995, p. 1-14

du temps de simples exigences minimales, mais le jeu combiné des effets individuels peut aboutir à des situations ségréгатives qui n'étaient pourtant pas recherchées.

Autre cause possible : la ségrégation peut découler d'actions individuelles ou collectives visant cette fois délibérément la séparation spatiale. Ces stratégies ségréгатives peuvent tout à fait apparaître dans des sociétés à fondement démocratique, sous une forme légale, illégale ou tolérée, émanant de groupes ou d'institutions.

En dehors de toute intentionnalité, la ségrégation peut n'être qu'un effet résultant des inégalités induites par la différenciation sociale. Ainsi l'accès au logement se fait en fonction de contraintes financières qui réduisent ou élargissent l'éventail des choix. Ce processus est en grande partie économique, mais pas seulement. Ainsi la politique d'attribution des logements sociaux ne devrait pas conduire a priori, à une aggravation des phénomènes de ségrégation spatiale, ce qu'on lui reproche pourtant bien souvent, sans que l'on puisse taxer les institutions qui en ont la charge d'intentions ségréгатives. Dans la même vague d'explications liées aux effets des inégalités sociales, on peut citer les théories développées aux Etats Unis par W.J. Wilson pour expliquer le maintien et le renfermement du ghetto noir, via le modèle théorique de « l'underclass » et l'idée de la relégation inéluctable et de l'entretien du cercle vicieux de la ségrégation du fait de la mobilité sociale et résidentielle ascendante des classes moyennes noires (W.J. Wilson, 1987).

Enfin, vue sous un angle plus macro économique, la ségrégation peut se comprendre comme le produit des mouvements actuels de restructuration économique, qui tendent selon certains auteurs, à faire émerger le modèle de la « ville globale » (Sassen, 1991), caractérisée par la croissance et la concentration dans la ville des activités de service liées à la globalisation, aussi appelées « tertiaire global ». Ce mouvement tendrait à modeler le spectre social des grandes métropoles sous la forme d'un sablier avec sur-représentation des classes supérieures liées à ce tertiaire global et sur-représentation des classes les plus modestes au service des premières, quand les catégories moyennes seraient en déclin, à l'image de leurs emplois. De cette structure en sablier et du fait du différentiel de capitaux de tous ordres entre les deux groupes, naîtrait la ségrégation résidentielle.

Nous avons ainsi présenté très rapidement les principales théories tachant de rendre compte des mécanismes menant à la ségrégation spatiale. Elles ne sont pas exclusives et dans la pratique les différents mécanismes peuvent se combiner de manière différenciée pour produire des situations toujours singulières. Il reste une cause qui n'apparaît que de manière voilée dans la présentation ci-dessus : celle qui concerne le rôle spécifique joué dans la division de

l'espace et dans une certaine mesure dans les mécanismes de ségrégation, par les politiques publiques, de la ville notamment.

En effet, pour reprendre les mots de Patrick Simon, dans le cadre des politiques de la ville, « *puisque l'Etat s'emploie à moderniser le parc de logements et à rationaliser l'organisation spatiale, il devient comptable de la répartition des groupes sociaux dans l'espace.* »²⁹ Or, si la lutte contre la ségrégation est bien à la base de ces politiques comme en témoigne l'introduction du texte de la loi d'Orientation pour la Ville de 1991³⁰, l'effet de label que la géographie prioritaire fait subir aux quartiers qu'elle entend favoriser, tend parfois à renforcer encore le discrédit porté sur ces territoires. Tout un débat s'est ainsi installé dans le monde de la recherche comme dans le monde politique, sur ces effets pervers stigmatisants des politiques territorialisées, conduisant à la fuite des catégories sociales qui le peuvent et donc à une accentuation de la ségrégation, débat que nous ne ferons ici qu'évoquer mais que l'analyse que nous allons mener peut éclairer.

²⁹ Simon P., 1995, op. cit.

³⁰ « *Afin de mettre en œuvre le droit à la ville, les communes [etc.] assurent à tous les habitants des villes des conditions de vie et d'habitat favorisant la cohésion sociale et de nature d'éviter ou de faire disparaître les phénomènes de ségrégation. Cette politique doit permettre d'insérer chaque quartier dans la ville et d'assurer dans chaque agglomération la coexistence des diverses catégories sociales.* » LOV, J.O. du 19 juillet 1991.

III- Une analyse statistique fine des critères de différenciation des Zones Urbaines Sensibles

Les différents éléments qui viennent d'être développés nous permettent à présent d'explicitier la problématique de ce travail. On a vu que dans son application de l'analyse typologique aux quartiers prioritaires de la politique de la ville, Nicole Tabard, en 1993, notait que « *si les quartiers relevant de la politique de la ville occupent un niveau peu élevé dans la hiérarchie socio-spatiale* », « *leur position n'est cependant pas toujours la plus extrême, ni dans leur ville, ni d'une ville à l'autre* »³¹. Cette première constatation sera étayée par plusieurs études postérieures qui insisteront sur la grande diversité des quartiers, alors dits « en convention », interrogeant par là les critères ayant conduit au découpage de la géographie prioritaire. Notre objet n'est pas, en mobilisant les données de l'époque relatives aux quartiers en convention, de repérer, au delà des critères officiels (type et état du bâti, déséquilibre emploi/habitat) quels ont pu être les éventuels critères « officieux » qui ont déterminé le choix des territoires prioritaires, mais plutôt de se placer dans la perspective actuelle.

Dans celle-ci, l'idée est de vérifier si les territoires urbains catégorisés aujourd'hui en ZUS, se différencient de leur entourage principalement au regard des éléments relatifs à l'habitat et à l'emploi (comme ils devraient le faire par construction) ou si d'autres mécanismes sont à l'œuvre. Nous faisons l'hypothèse, déjà bien renseignée par la littérature, que plus que le déséquilibre entre habitat et emploi, c'est bien la situation des habitants vis à vis de ce dernier (secteur d'activité, csp, emploi ou chômage) qui différencie les ZUS de leur environnement. Mais plus encore, d'autres traits particuliers semblent caractériser les populations des ZUS : importance de la population étrangère, des jeunes de moins de 25 ans, de familles monoparentales, etc. D'où une question : Quelles sont les variables les plus déterminantes dans la différenciation d'un territoire en ZUS avec son environnement ?

Autrement dit : les ZUS se caractérisent-elles principalement par les difficultés économiques de leurs habitants et la vétusté de leurs habitations ou, à difficultés économiques égales, sont-elles plus liées que d'autres territoires à certaines populations, immigrées notamment ?

³¹ Tabard N. « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », in *Economie et Statistique*, n° 270, 1993, pp. 5-22

Répondre à cette question nécessite de considérer simultanément dans l'analyse les différentes variables caractéristiques de ces territoires et plus particulièrement des populations qui les habitent, ce que ne font pas en général les études déjà citées qui s'attachent à rendre compte du portrait social général des ZUS. Les descriptifs classiques concernant les Zones Urbaines Sensibles nous donnent en effet des éclaircissements intéressants, y compris pour la comparaison des territoires de la politique de la ville avec leur environnement géographique immédiat, mais ils ne nous disent rien du poids des variables considérées et de leurs liens éventuels.

C'est pourquoi nous proposons, à partir de données issues du recensement général de la population au quart de 1999, et à partir de données relatives à la construction de la typologie de Nicole Tabard de rechercher :

- ? d'une part, les variables explicatives les plus influentes expliquant le caractère ZUS d'un territoire.
- ? d'autre part, à type socioéconomique contrôlé, quelles sont les variables non-économiques qui expliquent et à quelle hauteur, le caractère ZUS d'un territoire.

Pour ce faire, nous allons tout d'abord exposer la démarche suivie en détaillant le travail informatique et statistique nécessaire, pour présenter ensuite quelques résultats issus de nos analyses.

Présentation des données et des phases de leur traitement

Nous avons utilisé trois fichiers mis à notre disposition par Nicole Tabard, tous contenaient des données issues du recensement général de la population, au quart, de 1999, plus un certain nombre de données construites par Nicole Tabard. Un important travail informatique de préparation des fichiers et données a dû être réalisé avant de pouvoir commencer l'étude statistique à proprement parler.

Pour résumer brièvement la démarche dont le détail est consigné en annexe sous forme de sorties SAS, il convient tout d'abord de présenter les trois fichiers de départ et certaines des variables clés.

L'identifiant commun à chacun des trois fichiers (qu'il a fallu cependant reconstituer pour l'un d'entre eux) est l'UGEO qui correspond à un identifiant de territoire (variable UGEO99). La typologie socioéconomique de Nicole Tabard est construite à partir d'un découpage de la France métropolitaine en 7571 unités géographiques de ce type. L'UGEO, en tant qu'unité géographique, relève en fait de trois niveaux différents que l'on a détaillés plus haut : infra-communal pour les villes de plus de 10 000 habitants, communal pour les villes de 5 000 à 10 000 habitants et supra communal pour les petites communes. Dans tous les cas, l'UGEO est un assemblage de TRIRIS³² et correspond de ce fait à une agrégation d'IRIS, unités territoriales de base pour la diffusion des données du recensement.

Fichier 1 : FICENT

Le fichier FICENT contient 8662 observations regroupées par UGEO et 430 variables. Les 8862 observations correspondent aux 7571 Unités géographiques sur lesquelles a été réalisée la typologie, auxquelles sont ajoutées 1091 observations correspondant aux parties ZUS, quand elles existent, des 7571 Unités géographiques de base.

Les variables de ce fichier se décomposent en trois types. On trouve d'une part des variables strictement liées au territoire comme l'identifiant d'UGEO, le caractère ZUS ou non ZUS de chaque UGEO, la région d'appartenance de chaque UGEO, un descriptif du caractère rural ou urbain du territoire, un aperçu de sa densité de population, de sa centralité, sa polarisation, etc. D'autre part, on y trouve des variables relatives aux personnes de référence des ménages recensés lors du recensement de 1999 dans chaque UGEO : âge, CSP, branche d'activité, situation vis à vis de l'emploi, type de logement habité, date de construction des logements, nationalité, possession d'un certain nombre de biens (voiture notamment), structure du ménage, etc.

Enfin, on trouve un certain nombre de variables relatives aux seuls hommes de référence intervenant dans la construction de la typologie, notamment le nombre d'hommes personne de référence considéré dans chacune des UGEO.

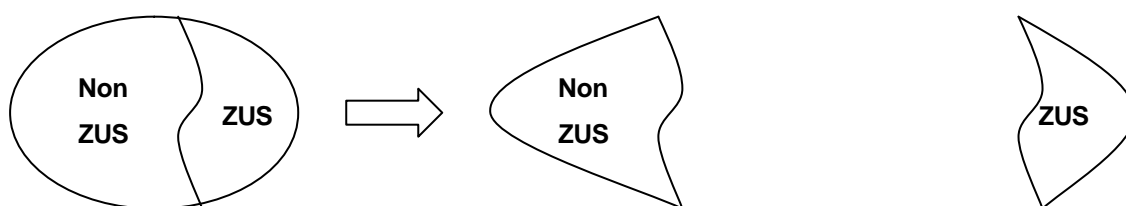
³² Le Triris est une entité territoriale statistique de troisième degré regroupant environ 5000 personnes, correspondant au regroupement d'IRIS2000 entité territoriale statistique comprenant environ 2000 personnes, construites pour conserver le secret statistique lors des recensements réalisés à l'îlot, briques territoriales de base de la statistique nationale, correspondant grossièrement en milieu urbain, à un pâté de maison délimité par des rues.

Dans tous les cas, hormis l'identifiant de territoire et le caractère ZUS codés en chaîne de caractère et en 0/1, les variables indiquent des effectifs et non des pourcentages. La région d'appartenance est ainsi renseignée par le nombre de personnes de référence au sens du recensement de chaque UGEO. C'est ce fichier qui contient les données de population que l'on va utiliser par la suite.

Fichier 2 : TY27ZNZ

Le fichier TY27ZNZ contient 2104 observations et 5 variables. Les 2104 observations correspondent à 1013 Unités géographiques (UGEO) contenant une partie classée en ZUS et une partie non classée en ZUS (soit un total de 2026 observations), auxquelles sont ajoutées 78 Unités géographiques (UGEO) qui correspondent entièrement à une ZUS. Un bref schéma peut permettre de mieux cerner ceci :

Cas 1 concernant 1013 UGEO soit 2026 observations :

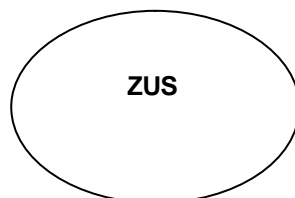


Une UGEO contenant une partie ZUS et une partie non ZUS....

... correspond à une observation pour la partie non ZUS...

... et une observation pour la partie ZUS

Cas 2 concernant 78 UGEO et 78 observations :



Une UGEO entièrement classée en ZUS correspond à une observation.

Ce fichier contient 5 variables dont le type socio-économique de chacune des unités géographiques considérées. A ce point de la présentation, il est nécessaire de revenir sur l'élaboration par Nicole Tabard, de la typologie socio-économique de territoire.

Pour ce travail, Nicole Tabard est partie du tableau de distribution des hommes personnes de référence entre les 7571 UGEO résultant du découpage du territoire nationale par la Division des Etudes Territoriales de l'Insee, et d'un regroupement des 124 « profession-branche d'activité » en 89. Une AFC est réalisée sur le tableau, dont elle retient, au vu du dendrogramme, les 6 premiers axes. La classification effectuée sur les 7571 unités représentées par ces 6 facteurs aboutit à une première partition en 4 groupes. L'analyse est ensuite poursuivie sur chacun des groupes séparément : AFC sur le tableau des N unités de groupe représentées par le vecteur des 89 « professions-branches », sélection du peloton de tête des premiers axes, puis CAH à partir de ces axes et ainsi de suite. A chaque UGEO correspond donc un type.

Pour mener une étude plus fine sur des quartiers, comme celle que nous menons, qui correspondent la plupart du temps à des unités géographique de niveau inférieur à l'UGEO, il faut alors procéder à une nouvelle opération pour affecter, dans le cas présent, à chaque partie ZUS et non ZUS d'une même UGEO, un type. Pour affecter un type aux seules parties ZUS et non ZUS des UGEO, on affecte à chacune de ces parties le type dont elle est le plus près au sens de la distance du khi² appliqué au vecteur des 89 « profession-branche ». Une UGEO possédant une partie ZUS et une partie non ZUS relève ainsi de 3 types qui peuvent être différents : le type de la partie ZUS, le type de la partie non ZUS, et le type global. Pour cette catégorie d'UGEO, le type de chaque partie va nous intéresser. Le type socioéconomique correspond à la variable TY27ZNZ.

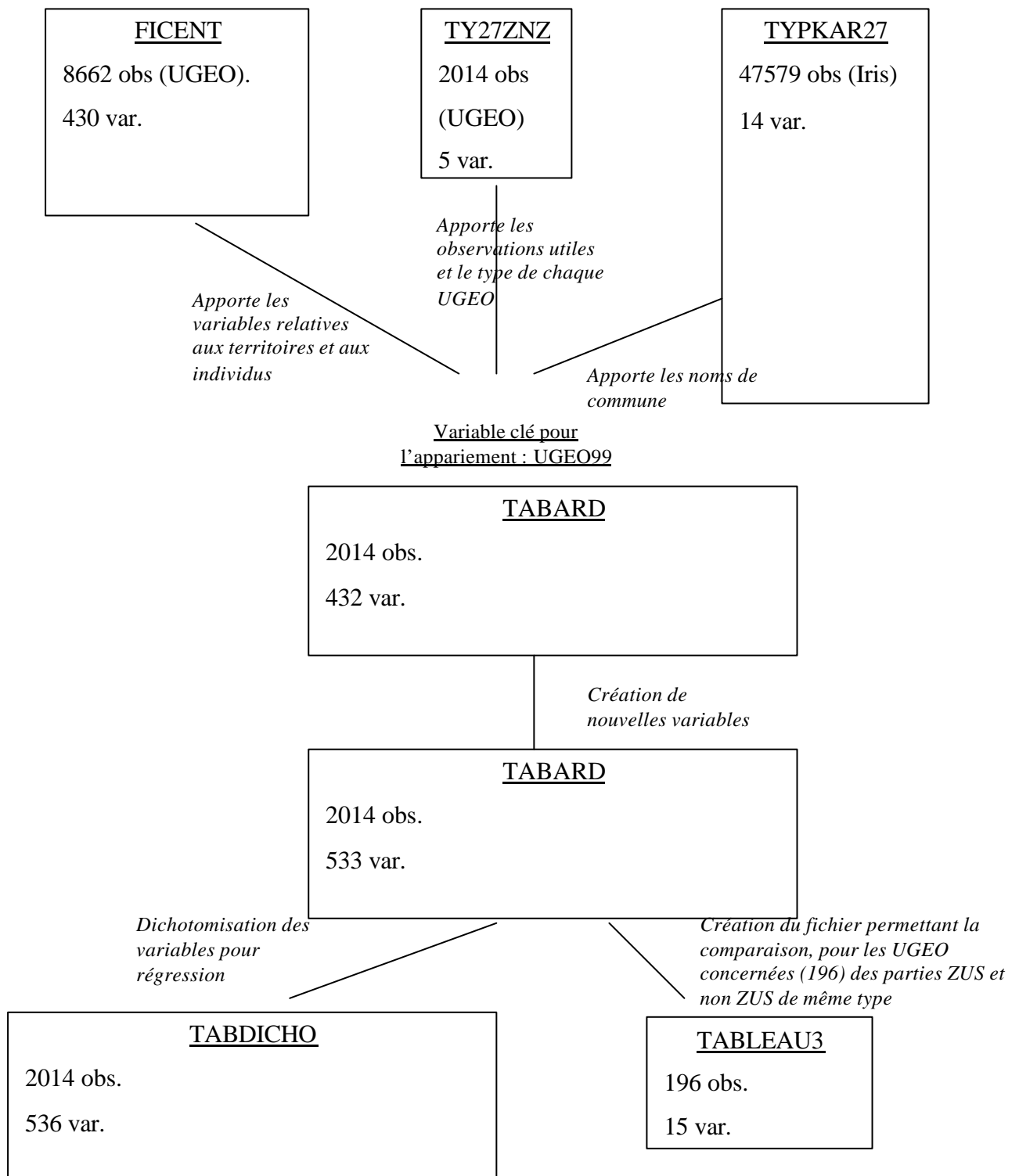
Fichier 3 : TYPKAR27 :

Le fichier TYPKAR27 contient 47579 observations, relatives à autant d'IRIS³³ et 14 variables. Il comprend un certain nombre de caractéristiques de chaque IRIS (population de l'Iris en 1999, code commune, nom de la commune d'appartenance, etc.), le numéro d'UGEO correspondant, ainsi que le type socioéconomique (Typkar27) de l'UGEO correspondante ou

³³ Voir la définition de ce découpage statistique, donnée plus haut.

encore la position de chaque UGEO sur les trois axes de l'AFC à la base de la construction de la typologie.

Le travail de préparation du fichier a consisté à réunir ces trois fichiers complexes afin d'obtenir un fichier unique de travail et à créer un certain nombre de variables pour l'analyse, notamment à basculer des effectifs aux pourcentages ou à catégoriser certaines variables. De ce fichier final ont pu être créés différents fichiers de travail pour l'analyse exploratoire d'une part et l'analyse statistique à proprement parler d'autre part. On peut résumer ce travail préliminaire par le schéma ci-après :



Le fichier de travail final TABARD, contient ainsi 2104 observations correspondant aux UGEO intéressantes pour notre étude (parties ZUS et non ZUS d'une même UGEO et UGEO entièrement ZUS) et plus de 500 variables dont toutes ne nous intéresseront pas.

Un premier aperçu de la différenciation Zus / Non Zus entre territoires de même type au sein de diverses agglomérations.

La manipulation des données dans la phase exploratoire de l'analyse nous a conduit à concevoir un tableau permettant de repérer les principales variables semblant différencier des territoires contigus (même numéro d'UGEO) de même type socio-économique mais dont l'un est classé en ZUS et l'autre non. Le choix des variables explicatives s'est basé sur l'analyse de la littérature sur la question, dont on a détaillé plus haut les principaux apports. Ont ainsi été retenues des variables proches des critères officiels de détermination des ZUS (bien que celle-ci ne se soit pas faite réellement sur la base de données chiffrées) : taux de chômage, pourcentage de ménages logés en logement HLM et date de construction des logements comme indicateur (faute de mieux) de la vétusté potentielle des bâtiments. Les variables prises en compte pour le calcul de l'Indice Synthétique d'Exclusion ont aussi été considérées, comme le pourcentage d'étrangers, de chômeurs (nous ne disposons cependant pas de la durée du chômage). Le pourcentage de jeunes de moins de 25 ans n'a pu être retenu, nos données comportant seulement un pourcentage de jeunes de moins de 25 ans personne de référence, peu utilisable vu la faiblesse des effectifs.

La sélection des territoires de même numéro d'UGEO et de même type socio-économique³⁴ a abouti à une liste de 392 territoires. Le tableau présentant les 196 couples d'observations ainsi retenus est disponible en annexe, nous ne retiendrons pour l'illustration, qu'une extraction des 30 premiers couples d'observations.

³⁴ L'agrégation en 8 types (et non 27) de la typologie a été utilisée.

Les 30 premiers couples d'observations et quelques critères de différenciation (en %)

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparen tale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|-------------------|----------------------------------|------------------------|------------|---------------|------------|----------------------------|------------|------------------------------|------------|-----------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------------|------------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA2 | Laon | 5,8 | 5,0 | 4,4 | 3,7 | 80,3 | 72,7 | 20,2 | 17,8 | 5,1 | 4,4 | 18,3 | 16,6 | 0,2 | 1,5 |
| INDQ5 | Soissons | 1,1 | 1,5 | 1,1 | 1,2 | 80,5 | 59,5 | 7,6 | 8,9 | 3,8 | 2,0 | 3,8 | 6,9 | 0,0 | 2,0 |
| INDOU5 | Montluçon | 5,6 | 2,5 | 1,9 | 1,1 | 68,5 | 36,1 | 14,5 | 9,0 | 13,4 | 7,8 | 15,0 | 9,6 | 4,2 | 5,3 |
| CHOMA3 | Nice | 1,3 | 2,3 | 1,3 | 1,7 | 97,4 | 25,3 | 20,5 | 10,0 | 0,0 | 2,0 | 2,6 | 4,2 | 20,5 | 8,4 |
| CHOMA3 | Nice | 2,9 | 4,7 | 2,3 | 4,0 | 4,2 | 17,9 | 8,7 | 10,8 | 10,6 | 6,5 | 5,8 | 6,4 | 28,6 | 25,9 |
| CHOMA2 | Nice | 11,5 | 13,0 | 10,2 | 11,5 | 29,5 | 32,1 | 11,5 | 12,1 | 6,1 | 6,0 | 11,7 | 12,1 | 15,3 | 14,2 |
| ADPUB3 | Nice | 9,0 | 6,2 | 7,2 | 4,7 | 0,6 | 2,2 | 12,0 | 10,5 | 4,8 | 6,1 | 13,9 | 10,2 | 0,0 | 0,6 |
| ADPUB3 | Nice | 16,0 | 8,7 | 8,4 | 4,7 | 0,9 | 0,9 | 7,0 | 6,4 | 7,0 | 7,3 | 14,1 | 9,3 | 0,0 | 5,7 |
| TEC3 | Nice | 5,4 | 2,6 | 5,4 | 2,3 | 12,3 | 14,3 | 11,3 | 10,8 | 0,5 | 1,8 | 7,4 | 5,6 | 13,7 | 15,0 |
| CHOMA3 | Nice | 10,5 | 7,4 | 7,9 | 5,8 | 17,5 | 13,7 | 8,8 | 11,5 | 9,6 | 5,3 | 13,2 | 8,3 | 9,6 | 11,1 |
| SEMAG2 | Aubenas | 25,9 | 3,9 | 22,4 | 3,3 | 89,7 | 16,7 | 16,4 | 8,6 | 6,0 | 6,7 | 23,3 | 7,5 | 9,5 | 18,6 |
| INDQ4 | Charleville- Mézières | 4,4 | 1,0 | 3,3 | 0,9 | 16,5 | 21,3 | 7,7 | 6,3 | 5,5 | 1,3 | 3,3 | 3,3 | 8,8 | 21,7 |
| INDQ5 | Rethel | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 85,3 | 34,2 | 13,7 | 9,6 | 4,2 | 5,6 | 9,5 | 8,4 | 8,4 | 14,8 |
| INDOU5 | Sedan | 17,3 | 9,6 | 15,1 | 8,2 | 92,8 | 55,9 | 15,9 | 11,5 | 3,7 | 3,2 | 26,0 | 15,8 | 4,7 | 8,0 |
| INDOU5 | Romilly-sur- Seine | 18,1 | 10,5 | 13,5 | 7,4 | 97,8 | 61,4 | 21,1 | 13,8 | 2,6 | 2,0 | 23,1 | 14,0 | 1,0 | 9,4 |
| INDQ5 | Villefranche- de- Rouergue | 5,9 | 5,5 | 5,3 | 5,0 | 33,7 | 23,5 | 11,6 | 10,9 | 2,3 | 4,5 | 5,1 | 6,7 | 8,3 | 10,5 |
| SEMAG2 | Aries | 19,5 | 8,4 | 18,6 | 8,0 | 88,2 | 39,3 | 18,2 | 13,4 | 2,3 | 2,4 | 16,8 | 11,0 | 3,2 | 16,7 |
| ADPUB3 | Marseille | 21,0 | 18,7 | 14,6 | 14,1 | 3,9 | 3,0 | 11,5 | 8,3 | 9,8 | 10,2 | 24,1 | 21,4 | 0,7 | 0,5 |
| ADPUB3 | Marseille | 18,1 | 17,8 | 13,9 | 13,6 | 2,4 | 2,4 | 11,1 | 10,6 | 7,9 | 7,8 | 21,5 | 21,7 | 1,4 | 1,3 |
| ADPUB3 | Marseille | 8,9 | 7,2 | 6,8 | 5,6 | 14,3 | 9,8 | 9,8 | 8,9 | 7,5 | 5,7 | 19,2 | 15,6 | 2,3 | 1,5 |
| ADPUB3 | Marseille | 5,8 | 1,9 | 5,8 | 1,9 | 47,4 | 17,5 | 14,3 | 11,1 | 1,9 | 1,7 | 9,1 | 6,6 | 64,3 | 37,7 |
| CHOMA2 | Marseille | 6,1 | 3,2 | 6,1 | 2,8 | 52,5 | 15,5 | 16,2 | 10,6 | 1,0 | 1,1 | 17,2 | 10,2 | 9,1 | 13,8 |
| CHOMA2 | Marseille | 3,7 | 4,1 | 3,0 | 3,4 | 15,5 | 7,2 | 10,9 | 11,1 | 1,2 | 2,3 | 10,9 | 10,7 | 5,6 | 6,8 |
| CHOMA2 | Marseille | 8,2 | 7,0 | 7,2 | 6,1 | 40,3 | 32,6 | 16,9 | 15,4 | 2,5 | 2,4 | 15,2 | 14,7 | 17,8 | 17,6 |
| INDQ2 | Caen | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 0,2 | 3,8 | 16,6 | 11,5 | 8,0 | 7,7 | 10,9 | 7,7 | 8,2 | 0,0 | 17,4 |
| INDQ5 | Cognac | 1,5 | 0,9 | 1,3 | 0,8 | 75,6 | 30,3 | 17,2 | 9,8 | 5,8 | 3,3 | 15,5 | 8,7 | 0,6 | 15,1 |
| CHOMA2 | Saintes | 1,6 | 1,2 | 1,2 | 0,9 | 75,6 | 58,3 | 22,3 | 15,8 | 3,6 | 3,2 | 17,2 | 11,9 | 1,9 | 8,4 |
| INDQ5 | Vierzon | 19,8 | 10,4 | 12,9 | 6,7 | 75,8 | 47,7 | 17,3 | 12,0 | 3,4 | 3,1 | 21,3 | 13,5 | 4,6 | 5,8 |
| CHOMA2 | Saint-Brieuc | 5,2 | 3,8 | 2,7 | 2,1 | 62,3 | 52,0 | 17,9 | 15,6 | 8,2 | 9,8 | 12,4 | 11,3 | 7,0 | 7,5 |
| INDOU3 | Audincourt | 23,4 | 8,5 | 16,9 | 6,5 | 65,9 | 35,4 | 13,0 | 8,7 | 4,6 | 2,9 | 12,3 | 6,7 | 3,8 | 13,2 |

Note : les cases grisées indiquent un taux pour la variable considérée, supérieure dans la partie ZUS, vis à vis de la partie non ZUS du territoire considéré.

On remarque ainsi un excès de représentation des ménages caractérisés par les quelques variables prises en compte (se référant à la situation des personnes de référence), dans les parties en ZUS des territoires par rapport à la partie non ZUS des territoires de même type appartenant à la même commune. Le pourcentage de logements construits après 1981 fait évidemment exception, puisque le rapport s'inverse. Cette variable, qui caractérise de fait plutôt les territoires Non ZUS, avait plus de sens que d'autres qui renvoyaient à des pourcentages de logements construits à des dates plus anciennes. En effet, les ZUS ne se caractérisent pas tant par la présence plus importante de bâtiments anciens par rapport aux parties non ZUS (on pense aux centres villes par exemple), que par une moindre présence de

bâtiments récents, rappelant l'abandon relatif de ces territoires par les promoteurs publics comme privés.

L'intensité des écarts et des valeurs n'est cependant pas la même pour tous les couples d'observation, ce qui renvoie à nouveau à la question de la grande diversité des quartiers prioritaires de la politique de la ville (ex : 0% de personnes de référence de nationalité maghrébine dans une ZUS à Rethel contre 22,4% dans une autre à Aubenas, ou encore 2,6% de personnes de référence au chômage dans une ZUS de Nice contre plus de 14% dans une autre située dans la même ville).

L'analyse simple des données nous éclaire déjà sur les caractéristiques des territoires classés en Zone Urbaine Sensible, elle ne nous informe cependant pas sur le poids relatif de ces différentes caractéristiques et sur la significativité des écarts observés. Une analyse plus poussée sur le plan statistique va nous permettre à présent d'approfondir ces premières constatations.

Entre critères économiques et critères non économiques et au delà des critères « officiels » de détermination de la géographie prioritaire, que peut nous dire l'analyse statistique de la qualification en ZUS d'un territoire ?

Suite à l'observation simple des données, le premier travail statistique consiste en une exploration du lien entre les variables. La plupart des variables que nous avons construites étant des variables quantitatives continues, le recours aux tris croisés n'est pas réellement pertinent en terme de visualisation. Par contre l'analyse des corrélations entre les variables va s'avérer riche d'enseignements.

Matrice des corrélations

L'exploration des données nécessite le repérage des corrélations entre les variables pouvant potentiellement intégrer le modèle. Une première matrice des corrélations est produite en intégrant les variables indépendantes de type non-économique et la variable à expliquer (ZUS). Le résultat sous forme de sortie SAS est le suivant :

Le Système SAS

La procédure CORR

6 Variables : ZUS (caractère ZUS d'un territoire)
FAMONO (% familles monoparentales)
ETRAN (% de pr étrangère hors UE)
STATCHOM (% de pr au chômage)
HLM (% de ménages logés en logement HLM)
AP1981 (% de logements construits après 1981)

Statistiques simples

| Variable | Nb | Moyenne | Écart-type | Somme | Minimum | Maximum |
|----------|------|----------|------------|--------|---------|-----------|
| ZUS | 2104 | 0.51854 | 0.49978 | 1091 | 0 | 1.00000 |
| FAMONO | 2104 | 13.37734 | 4.17646 | 28146 | 0 | 33.32813 |
| ETRAN | 2104 | 11.27270 | 9.48178 | 23718 | 0 | 76.18750 |
| STATCHOM | 2104 | 12.07277 | 5.50372 | 25401 | 0 | 50.00000 |
| HLM | 2104 | 52.47557 | 27.06982 | 110409 | 0 | 100.00000 |
| AP1981 | 2104 | 11.09990 | 12.86685 | 23354 | 0 | 100.00000 |

Coefficients de corrélation de Pearson, N = 2104
 Prob > |r| under H0: Rho=0

| | ZUS | FAMONO | ETRAN | STATCHOM | HLM | AP1981 |
|----------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------|
| ZUS | 1.00000 | | | | | |
| FAMONO | 0.34603 <.0001 | 1.00000 | | | | |
| ETRAN | 0.25031 <.0001 | 0.30415 <.0001 | 1.00000 | | | |
| STATCHOM | 0.31140 <.0001 | 0.55500 <.0001 | 0.47576 <.0001 | 1.00000 | | |
| HLM | 0.37073 <.0001 | 0.70661 <.0001 | 0.34497 <.0001 | 0.43299 <.0001 | 1.00000 | |
| AP1981 | -0.20362 <.0001 | -0.20095 <.0001 | -0.17973 <.0001 | -0.21162 <.0001 | -0.25411 <.0001 | 1.00000 |

De cette matrice des corrélations, on peut tirer plusieurs conclusions. La première concerne la variable ZUS codée en 0/1, 1 caractérisant un territoire en ZUS. On repère ainsi que si la variable ZUS est corrélée avec toutes les variables considérées, c'est avec les variables HLM et FAMONO qu'elle l'est le plus (mais néanmoins assez faiblement), avec un coefficient de corrélation respectivement égal à 0,37 et 0,35. Tous les coefficients de corrélation obtenus, même de faible valeur, sont très significativement différents de 0. Une variable (AP1981), a un coefficient de corrélation avec ZUS négatif. Cette variable représente, on l'a vu, le pourcentage de ménages logeant dans des immeubles construits après 1981.

En dehors de ces corrélations avec la variable à expliquer, les variables explicatives choisies apparaissent en fait de faiblement à modérément corrélées entre elles, la corrélation la plus forte liant FAMONO et HLM, respectivement % de ménages monoparentaux et % de ménages logés en HLM. On repère aussi que la variable STATCHOM est corrélée de façon non totalement négligeable avec chacune des variables considérées.

Cette matrice met en évidence dans une certaine mesure, le cumul des difficultés sociales, comme par exemple la monoparentalité, le chômage et le logement en habitat social, indicateur de la faiblesse des ressources.

Une seconde matrice des corrélations est ensuite produite en intégrant les variables indépendantes de type économique cette fois (en l'occurrence les types socioéconomiques de territoire agrégés en 8 types), ainsi que la variable à expliquer (ZUS). Le résultat sous forme de sortie SAS est le suivant :

**Le Système SAS
La procédure CORR**

9 Variables : ZUS DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC CHOMA

Statistiques simples

| Variable | Nb | Moyenne | Écart - type | Somme | Minimum | Maximum |
|----------|------|---------|--------------|-----------|---------|---------|
| ZUS | 2104 | 0.51854 | 0.49978 | 1091 | 0 | 1.00000 |
| DIR | 2104 | 0.03232 | 0.17689 | 68.00000 | 0 | 1.00000 |
| AGRI | 2104 | 0.00713 | 0.08415 | 15.00000 | 0 | 1.00000 |
| INDOU | 2104 | 0.10456 | 0.30606 | 220.00000 | 0 | 1.00000 |
| SEMAG | 2104 | 0.02899 | 0.16782 | 61.00000 | 0 | 1.00000 |
| ADPUB | 2104 | 0.10789 | 0.31031 | 227.00000 | 0 | 1.00000 |
| INDQ | 2104 | 0.21293 | 0.40947 | 448.00000 | 0 | 1.00000 |
| TEC | 2104 | 0.09601 | 0.29467 | 202.00000 | 0 | 1.00000 |
| CHOMA | 2104 | 0.41017 | 0.49198 | 863.00000 | 0 | 1.00000 |

Coefficients de corrélation de Pearson, N = 2104
Prob > |r| under H0: Rho=0

| | ZUS | DIR | AGRI | INDOU | SEMAG | ADPUB | INDQ | TEC | CHOMA |
|-----|---------|----------|---------|---------|----------|----------|----------|----------|---------|
| ZUS | 1.00000 | -0.10360 | 0.03643 | 0.02774 | -0.04326 | -0.21680 | -0.23307 | -0.19613 | 0.47672 |
| | | <.0001 | 0.0948 | 0.2035 | 0.0472 | <.0001 | <.0001 | <.0001 | <.0001 |

Pour ne pas surcharger le document nous n'avons retenu que les corrélations de chacune des variables de la typologie (en 8 types) avec la variable ZUS. On remarque que seuls trois types AGRI, INDOU et CHOMA notent une corrélation de signe positif mais que parmi celles-ci, seule la corrélation CHOMA x ZUS approche une valeur remarquable, très significativement différente de 0 ($p < 10^{-3}$). Avec un coefficient de Pearson de 0.48, le type CHOMA est celui le plus corrélé avec le caractère ZUS, ce que l'on avait déjà mentionné plus haut à partir de la littérature mais que l'on retrouve ici dans l'analyse des données.

Armé de ces premiers éléments et en espérant ne pas avoir laissé de côté, au sein du pool de variables à notre disposition, de variable explicative importante, il est possible d'élaborer une série de modèles de régression visant à expliquer le caractère ZUS d'une territoire à l'aune de diverses variables, économiques comme non économiques.

Modèles de régression

Du fait des caractéristiques de la variable à expliquer ZUS (catégorielle, qualitative et nominale), le modèle de régression utilisable est le modèle linéaire généralisé, soit dans notre cas, un modèle logit.

Dans un premier temps, on procède à une série de régressions simples sur les variables non économiques considérées. C'est le caractère ZUS d'un territoire qui est modélisé. On obtient ainsi les effets simples suivants :

Régressions simples de ZUS sur les variables non économiques (excepté chômage)

| | | | | | |
|--|---------|----------|----------|----------|----------|
| Constante | 1.00*** | -0.46*** | -0.67*** | -0.81*** | 0.49*** |
| Pourcentage de ménages en logement HLM | 0.02*** | | | | |
| Pourcentage de pr. étrangers hors UE | | 0.05*** | | | |
| Pourcentage de ménages monoparentaux | | | 0.06*** | | |
| Pourcentage de pr. chômeurs | | | | 0.07*** | |
| Pourcentage d'immeubles construits après 1981 | | | | | -0.04*** |

Légende : ns : non significatif, * : $p < 0.05$, ** : $p < 0.01$, *** : $p < 10^{-3}$

On remarque que toutes les variables retenues, prises isolément, ont des coefficients de régression très significativement différents de zéro mais que les valeurs de ces coefficients sont faibles voire très faibles.

Les modèles présentés ci-dessus ne comptaient qu'une variable explicative, on peut alors en construisant des modèles emboîtés, observer l'évolution de la qualité de la régression par ajout successif de variables et repérer le comportement de celles-ci d'un modèle à l'autre.

Régression multiple de ZUS sur variables non économiques (excepté chômage)

| | Modèle A | Modèle B | Modèle C | Modèle D |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| -2 Log L | 2564.97 | 2537.30 | 2515.08 | 2494.96 |
| Constante | -1.73*** | -2.41*** | -2.54*** | -2.21*** |
| Pourcentage de ménages en logement HLM | 0.03*** | 0.02*** | 0.02*** | 0.02*** |
| Pourcentage de Pr étrangers hors UE | 0.04*** | 0.03*** | 0.02** | 0.02** |
| Pourcentage de ménages monoparentaux | | 0.08*** | 0.06** | 0.06** |

| | | |
|--|---------|----------|
| Pourcentage de Pr chômeurs | 0.05*** | 0.05*** |
| Pourcentage d'immeubles construits après 1981 | | -0.02*** |

Légende : ns : non significatif, * : $p < 0.05$, ** : $p < 0.01$, *** : $p < 10^{-3}$

Pour les variables dont on peut observer l'évolution, on remarque une relative stabilité (légère atténuation) au fur et à mesure de la complexification du modèle. Les valeurs des coefficients restent faible et évoluent peu par rapport à celles des régressions simples. La qualité de la régression, du point de vue de la proximité avec les données, mesurée par le -2 Log L , progresse avec l'ajout de variables (diminution de la valeur de -2 Log L).

Introduisons à présent les variables socioéconomiques dans les modèles :

Régression multiple de ZUS sur variables économiques et non économiques

| | Modèle 1 | Modèle 2 | Modèle 3 | Modèle 4 | Modèle 5 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| - 2 Log L | 2315.40 | 2226.97 | 2215.52 | 2214.02 | 2202.67 |
| Constante | 1.41*** | 0.20ns | 0.05ns | -0.16ns | 0.09ns |
| Types socioéconomiques | | | | | |
| CHOMA | <i>Ref.</i> | <i>Ref.</i> | <i>Ref.</i> | <i>Ref.</i> | <i>Ref.</i> |
| DIR | -2.59*** | -1.95*** | -1.91*** | -1.87*** | -1.85*** |
| AGRI | -0.40ns | -0.16ns | -0.29ns | -0.28ns | -0.25ns |
| INDOU | -1.17*** | -1.02*** | -0.10*** | -0.95*** | -0.98*** |
| SEMAG | -1.84*** | -1.38*** | -1.35*** | -1.35*** | -1.32*** |
| ADPUB | -2.75*** | -2.25*** | -2.19*** | -2.16*** | -2.15*** |
| INDQ | -2.28*** | -2.08*** | -2.00*** | -1.96*** | -1.95*** |
| TEC | -2.69*** | -2.39*** | -2.35*** | -2.33*** | -2.27*** |
| Pourcentage de ménages en logement HLM | | 0.02*** | 0.02*** | 0.01*** | 0.01*** |
| Pourcentage de pr. étrangers hors UE | | | 0.02** | 0.02** | 0.02** |
| Pourcentage de ménages monoparentaux | | | | 0.02ns | 0.02ns |
| Pourcentage d'immeubles construits après 1981 | | | | | -0.01** |

Légende : ns : non significatif, * : $p < 0.05$, ** : $p < 0.01$, *** : $p < 10^{-3}$

Première constatation, les valeurs des coefficients estimés des variables socio-économiques sont globalement beaucoup plus élevés que celles des coefficients des variables non économiques considérées. La valeur du -2 Log L est dès le départ plus faible que celles qui étaient observées dans les modèles précédents ne contenant que des variables non économiques. L'observation de sa (faible) diminution suite à l'ajout de ces variables non

économiques montre que l'introduction des variables économiques dans le modèle permet d'obtenir une plus grande proximité avec les données.

Le type CHOMA dispose d'un fort pouvoir explicatif dans le modèle, ainsi dans le modèle des effets simples (non reproduit), la valeur de son coefficient de régression est de 2.17, la valeur absolue la plus proche étant celle du coefficient du type ADPUB avec |1.56|. Au côté des types socioéconomiques, le pouvoir explicatif des variables non-économiques considérées paraît très faible bien que néanmoins significatif. Dans le modèle le plus complet, il semble que le pourcentage de personnes de référence de nationalité hors UE soit une variable explicative, ainsi que les caractères liés au bâti (pourcentage de ménages logés en logement HLM et âge de ces bâtiments), tous « expliquant », même de façon moindre, le caractère ZUS d'un territoire, à type socioéconomique contrôlé.

Etant données les corrélations observées plus haut entre les variables explicatives de type non-économique, on pouvait se poser la question d'un potentiel effet d'interaction entre ces variables qui pourraient disposer d'un pouvoir explicatif plus fort, les variables s'exprimant alors mieux sous forme combinée. Les différentes configurations possibles ont été testées, les interactions de premier ordre ont à chaque fois des coefficients marginaux.

En conclusion, s'il convient d'observer beaucoup de prudence du fait du caractère assez « superficiel » de notre analyse,³⁵ il semble possible de conclure en la prédominance, dans « l'explication » du caractère ZUS d'un territoire, des variables socioéconomiques représentées par les types (en 8 niveaux) de Nicole Tabard. Etant par construction un indicateur des secteurs activités, statuts de l'emploi et PCS dominants dans chaque territoire, le type socioéconomique est déjà un bon indicateur des difficultés rencontrées par les populations concernées. Les variables non économiques (de « ségrégation ») retenues, apparaissent faiblement explicatives à type contrôlé pour différencier des territoires ZUS et Non ZUS de type égal. Les paramètres de régression sont cependant très significativement différents de 0 et c'est finalement le pourcentage d'étrangers hors UE qui semble le plus déterminant. A type socioéconomique contrôlé ou pour le dire autrement, à difficultés socioéconomiques identiques des populations, le caractère ZUS d'un territoire est donc (en

³⁵ D'autres résultats plus fins auraient sans doute pu être mis en avant, mais leur obtention aurait nécessité une masse de travail disproportionnée au regard des exigences concernant un mémoire complémentaire. Un enrichissement des données aurait ainsi été nécessaire mais se posait la question de leur disponibilité...

1999³⁶) déterminé entre autres, par le pourcentage d'étrangers hors UE qu'il abrite, le pourcentage de logements HLM et la vétusté des bâtiments.

L'obtention de faibles valeurs pour les coefficients de régression liés à ces variables peut s'expliquer par la corrélation de celles-ci avec les variables de type³⁷. De ce fait, le type socioéconomique «contient » en fait les variables non-économiques considérées, qui voient leur «pouvoir explicatif » diminuer ainsi lorsque l'on introduit les types dans un modèle de régression.

³⁶ Ce qui ne nous renseigne pas sur les critères de définition des ZUS lors du découpage de la géographie prioritaire, ce qui impliquerait de travailler sur des données d'époque, non disponibles d'ailleurs. On ne met donc pas en évidence les «critères subjectifs » utilisés par les responsables politiques et administratifs locaux responsables du découpage.

³⁷ Les corrélations des variables non économique avec le type CHOMA sont toutes très significatives et comprises entre 0.25 pour le pourcentage d'étrangers et 0.44 pour le pourcentage de familles monoparentales (tableau non reproduit).

Conclusion

Cette étude sur les déterminants de la segmentation de l'espace dans le cadre des politiques de la ville avait avant tout une ambition méthodologique pour son auteur³⁸. Par la manipulation de données statistiques relativement complexes, il a été possible de produire des modèles explicatifs du caractère ZUS d'un territoire. Sélectionnés initialement à partir d'un double caractère contradictoire d'exemplarité et d'exclusion, les territoires prioritaires de la politique de la ville, qui allaient devenir les Zones Urbaines Sensibles, sont caractérisés par une grande diversité qui résulte de leur mode d'élection, empirique et local. Notre objet n'était pas de repérer quels avaient été les déterminants affichés ou cachés du choix de ces territoires dans les années 80 et 90. D'une part parce que notre travail s'inscrivait dans un cadre théorique large de la division sociale de l'espace (aspects sociologiques et économiques) ; et d'autre part, parce que nous ne disposions de toutes façons pas des données du recensement de 1990 appliquées aux Zones Urbaines Sensibles. La forte évolution des situations de ces quartiers entre 90 et 99, relatée par de nombreux chercheurs rendait de plus hasardeuse, toute tentative de travail rétrospectif à partir des données de 1999. Au-delà de ce qui aurait pu être une enquête quasi « policière », notre étude s'est donc plutôt attachée à rendre compte, pour la période actuelle, des facteurs économiques, démographiques et sociologiques les plus déterminants dans la différenciation des Zones Urbaines Sensibles vis à vis de leur environnement.

Nous avons donc simplement mis en évidence, pour la période actuelle, le poids important des variables socioéconomiques représentées par les types de la typologie de Nicole Tabard, sur le caractère ZUS d'un territoire. Ce sont donc les problèmes économiques des populations qui les habitent qui différencient le plus les ZUS des territoires qui les environnent. Cela ne veut pas dire, comme le précisent plusieurs auteurs, que les ZUS représentent toute l'exclusion en milieu urbain. Cela dit, l'analyse à type contrôlé permet de vérifier que, à problèmes économiques similaires, les territoires en ZUS abritent un nombre plus important de ménages dont la personne de référence est étrangère par exemple, et sont caractérisés par un pourcentage plus fort de logements HLM et de bâtiments anciens, comparativement aux autres territoires. Le cumul des difficultés sociales dans les ZUS est donc bien réel.

³⁸ Qui a été amené, pour la mener à bien, à suivre en complément du séminaire de sociologie quantitative Lasmus-EHESS, 6 jours de formation au maniement du logiciel SAS, dispensés par le Centre Quételet au printemps 2004.

Une comparaison de l'évolution de ces paramètres dans le temps entre 1990 et 1999 serait passionnante si les données étaient disponibles et à condition qu'elles puissent être rendues comparables³⁹. On apercevrait alors sans doute ce que met en évidence Philippe Choffel par des observations simples de données sur les deux périodes, notamment l'aggravation des situations de chômage dans les ZUS, mais l'analyse statistique multivariée nous permettrait de repérer un éventuel mouvement de spécialisation des ZUS entre les deux périodes, dans l'accueil de certaines catégories sociales ou ethniques. En effet, si certains commentateurs notent une diminution de la part des étrangers dans les ZUS entre 1990 et 1999 (Le Toqueux, Moreau, 2002), d'autres précisent que cette diminution s'explique en fait en grande partie, et pour l'Ile-de-France tout au moins, par les acquisitions de nationalité française et non pas par le redéploiement des étrangers dans l'autres territoires de la ville (Andrieux, Herviant, 2001). Une fois les obstacles techniques levés, ce travail pourrait s'avérer riche en enseignements pour l'avenir des politiques de la ville.

³⁹ Le changement de la codification profession/activité NAF rend par exemple difficile les comparaisons entre les typologies socioéconomiques de 1990 et de 1999.

Bibliographie sélective

- Andrieux V., Herviant J., « Les Zones Urbaines Sensibles en Ile-de-France en 1999 », *Ile-de-France à la page*, n° 205, Insee, décembre 2001, 6 p.
- Behar D., « Le territoire et la nouvelle question sociale : incertitude des politiques publiques », in *Quaderni*, hiver 1997-1998.
- Champion J.B., Marpsat M., « La diversité des quartiers prioritaires : un défi pour la politique de la ville », *Economie et Statistiques*, n°294-295, 1996, p. 47-67
- Choffel P., *Emploi et Chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, quelques repères statistiques*, DIV, Mission Observation, veille scientifique, évaluation, décembres 2002
- Damon J. (dir.), « La politique de la Ville », *Problèmes politiques et sociaux*, n°784, Paris, La Documentation Française, Mai 1997,
- David. J., « Politique de la ville : chronologie », in *Revue Française des Affaires Sociales*, n°3, Juillet-Septembre 2001, p. 17-22
- DIV, *Historique législatif des ZUS-ZRU-ZFU*, Mai 2003, 4 p
- DIV, *Les politiques de la ville depuis 1977 : chronologie des dispositifs*, Juin 2004, 30 p.
- Donzelot J., Mevel C., Wyvekens A., *Faire société. La politique de la ville aux Etats Unis et en France*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2003, 365 p.
- Duncan O.D., Duncan B., "A methodological analysis of segregation indexes", in *American sociological review*, 20 (2), 1955, p. 210-217
- Estebe P., « Instruments et fondements de la géographie prioritaire de la politique de la ville (1982-1996), in *Revue Française des Affaires Sociales*, n°3, Juillet-Septembre 2001
- Faure A., « Review of Brun J., Rhein C. (eds.), *La ségrégation dans la ville*, Paris, l'Harmattan, 1994 », H-Urban, H-Net Reviews, November, 1997
- Frischt P., article « Espace », in *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Le Robert/Seuil, 1999, p. 193-194
- Goldberger M.F., Choffel P., Le Toqueux J.L., « Les zones urbaines sensibles », *Insee Première*, n°573, Avril 1998
- Grafmeyer Y., « La ségrégation spatiale », in Paugam S. *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1996, p.209-216
- Insee, *Recensement Général de la Population concernant les ZUS (1990, 1999)*, CDROM.

- Le Toqueux J.L., Moreau J., «Les zones urbaines sensibles. Forte progression du chômage entre 1990 et 1999, *Insee Première*, n°835, Mars 2002
- Powers D.A., Xie Y., *Statistical methods for categorical data analysis*, Academic Press, 2000
- Preteceille E., «Ségrégations urbaines », in *Sociétés Contemporaines*, n°22-23, 1995, p. 1-14
- Sassen S., *The global city. New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991
- Simon P., « La politique de la ville contre la ségrégation, ou l'idéal d'une ville sans divisions », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°68-69, 1995, pp. 26-33
- Tabard N. « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », in *Economie et Statistique*, n° 270, 1993, pp. 5-22
- Tabard N., Martin-Houssart G., *Représentation socio-économique du territoire. Typologie des quartiers et communes selon la profession et l'activité économique de leurs habitants*, n° F0208, série des documents de travail de la Direction des statistiques démographiques et sociales, INSEE, Septembre 2002
- Wilson W.J., *The truly disadvantaged. The inner city, the underclass and public policy*, Chicago, The University Press of Chicago, 1987

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Remerciements | 2 |
| Introduction | 3 |
| I- Retour sur quelques éléments fondateurs de la politique de la ville | 5 |
| Un peu d'histoire... | 5 |
| A la base de la politique de la ville, une géographie prioritaire | 7 |
| Diversité des quartiers prioritaires de la politique de la ville | 14 |
| II- Division sociale de l'espace et ségrégation : concepts et outils pour l'analyse. | 18 |
| La typologie socioéconomique du territoire de Nicole Tabard : un cadre théorique de la division sociale de l'espace | 19 |
| La ségrégation spatiale : autre moteur de la division sociale de l'espace | 24 |
| III- Une analyse statistique fine des critères de différenciation des Zones Urbaines Sensibles | 28 |
| Présentation des données et des phases de leur traitement | 29 |
| Un premier aperçu de la différenciation Zus / Non Zus entre territoires de même type au sein de diverses agglomérations. | 35 |
| Entre critères économiques et critères non économiques et au delà des critères « officiels » de détermination de la géographie prioritaire, que peut nous dire l'analyse statistique de la qualification en ZUS d'un territoire ? | 37 |
| Conclusion | 44 |
| Bibliographie sélective | 46 |
| Sommaire | 48 |
| Annexes | 49 |
| Politique de la ville : pour qui ? pour quoi ? (sources DIV) | 49 |
| Tableau des 196 couples d'observations (territoires ZUS-NONZUS de même type) | 51 |
| Programmation SAS | 56 |

Annexes

Politique de la ville : pour qui ? pour quoi ? (sources DIV)

La politique de la ville vise à augmenter l'attractivité de zones urbaines en difficulté économiques et sociales, ceci par le recours à diverses incitations susceptibles d'infléchir les choix de localisation des agents économiques.

Actuellement la politique de la ville distingue deux niveaux d'intervention :

? ?Le niveau strictement emploi avec la notion de Zones urbaines Sensibles (ZUS),

? ?Le niveau emploi et développement économique au travers les Zones de Redynamisation Urbaine (ZRU) et les Zones franches Urbaines (ZFU).

Zones urbaines Sensibles et Zones franches Urbaines cumulent le maximum d'avantages en vue d'attirer les implantations d'entreprises :

? ?Une compensation par l'Etat de l'exonération de la taxe professionnelle qui s'applique pour une durée de 5 années aux entreprises existantes, nouvellement créées ou étendues.

? ?L'exonération pour deux années des cotisations sociales patronales jusqu'au 50 ième salarié,

? ?Une exonération de l'impôt sur les sociétés pour toute entreprise qui se crée d'ici le 31 décembre 1999,

? ?Une prise en compte, fiscalement avantageuse, des redevances pour les opérations de crédit-bail immobilier,

? ?Une exonération de la taxe foncière pour les entreprises exonérées du paiement de l'impôt sur les sociétés,

? ?Une réduction de la taxe départementale de publicité foncière,

? ?Une exonération des droits de mutation sur les commerces.

Outre ces incitations communes aux ZFU et ZRU, ces dernières présentent l'avantage supplémentaire d'offrir aux PME-PMI, et dans certains cas aux banques et sociétés d'assurance, qui s'y implantent la possibilité d'un amortissement des constructions à usage industriel ou commercial de 25 % de leur valeur dès leur achèvement.

Les avantages offerts aux entreprises qui s'implantent en ZUS sont concentrés sur la baisse du coût de la main d'œuvre envisagée comme facteurs dynamisant de l'embauche : exonération de la taxe professionnelle et des charges patronales.

Ces mesures sont en général de portée plus limitée que lorsqu'elles sont appliquées en ZRU ou ZFU.

Dans les ZUS, l'exonération de la taxe professionnelle est limitée aux entreprises nouvellement créées ou étendues. En matière d'exonération des charges patronales, celle-ci est limitée au premier salarié embauché alors que dans les ZRU et ZFU, l'exonération s'étend jusqu'au 50 ième salarié.

DEPUIS QUAND ET MISE A JOUR ?

Le dispositif actuel résulte des décrets d'application de la loi d'orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995. Il apparaît comme la prolongation de la politique de la ville initialisée au cours des IX ième et X ième plan avec les Pactes urbains, les opérations de développement social des quartiers (opérations DSQ) et les contrats de ville.

SELON QUELS CRITERES DE DEFINITION ?

Les zones éligibles aux avantages procurés par les ZUS ont été sélectionnées au regard de leur situation vis à vis des dispositifs antérieurs, contrats de ville ou opérations DSQ.

La détermination des ZRU résulte d'un choix à deux niveaux. Il s'agit de quartiers qui sont d'abord classés en ZUS. Ensuite une intensité particulièrement marquée du chômage des jeunes, une proportion forte de non diplômés leur confère le statut de ZRU.

Les ZFU présentent des caractéristiques économique et sociales proches des ZRU ; de plus leur taille démographique dépasse 10 000 habitants.

Tableau des 196 couples d'observations (territoires ZUS-NONZUS de même type)

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparentale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|----------------|--------------------------|---------------------|---------|------------|---------|----------------------|---------|-----------------------|---------|--------------------|---------|------------|---------|-------------------------------|---------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA2 | Laon | 5,8 | 5,0 | 4,4 | 3,7 | 80,3 | 72,7 | 20,2 | 17,8 | 5,1 | 4,4 | 18,3 | 16,6 | 0,2 | 1,5 |
| INDQ5 | Soissons | 1,1 | 1,5 | 1,1 | 1,2 | 80,5 | 59,5 | 7,6 | 8,9 | 3,8 | 2,0 | 3,8 | 6,9 | 0,0 | 2,0 |
| INDOU5 | Montluçon | 5,6 | 2,5 | 1,9 | 1,1 | 68,5 | 36,1 | 14,5 | 9,0 | 13,4 | 7,8 | 15,0 | 9,6 | 4,2 | 5,3 |
| CHOMA3 | Nice | 1,3 | 2,3 | 1,3 | 1,7 | 97,4 | 25,3 | 20,5 | 10,0 | 0,0 | 2,0 | 2,6 | 4,2 | 20,5 | 8,4 |
| CHOMA3 | Nice | 2,9 | 4,7 | 2,3 | 4,0 | 4,2 | 17,9 | 8,7 | 10,8 | 10,6 | 6,5 | 5,8 | 6,4 | 28,6 | 25,9 |
| CHOMA2 | Nice | 11,5 | 13,0 | 10,2 | 11,5 | 29,5 | 32,1 | 11,5 | 12,1 | 6,1 | 6,0 | 11,7 | 12,1 | 15,3 | 14,2 |
| ADPUB3 | Nice | 9,0 | 6,2 | 7,2 | 4,7 | 0,6 | 2,2 | 12,0 | 10,5 | 4,8 | 6,1 | 13,9 | 10,2 | 0,0 | 0,6 |
| ADPUB3 | Nice | 16,0 | 8,7 | 8,4 | 4,7 | 0,9 | 0,9 | 7,0 | 6,4 | 7,0 | 7,3 | 14,1 | 9,3 | 0,0 | 5,7 |
| TEC3 | Nice | 5,4 | 2,6 | 5,4 | 2,3 | 12,3 | 14,3 | 11,3 | 10,8 | 0,5 | 1,8 | 7,4 | 5,6 | 13,7 | 15,0 |
| CHOMA3 | Nice | 10,5 | 7,4 | 7,9 | 5,8 | 17,5 | 13,7 | 8,8 | 11,5 | 9,6 | 5,3 | 13,2 | 8,3 | 9,6 | 11,1 |
| SEMAG2 | Aubenas | 25,9 | 3,9 | 22,4 | 3,3 | 89,7 | 16,7 | 16,4 | 8,6 | 6,0 | 6,7 | 23,3 | 7,5 | 9,5 | 18,6 |
| INDQ4 | Charleville-Mézières | 4,4 | 1,0 | 3,3 | 0,9 | 16,5 | 21,3 | 7,7 | 6,3 | 5,5 | 1,3 | 3,3 | 3,3 | 8,8 | 21,7 |
| INDQ5 | Rethel | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 85,3 | 34,2 | 13,7 | 9,6 | 4,2 | 5,6 | 9,5 | 8,4 | 8,4 | 14,8 |
| INDOU5 | Sedan | 17,3 | 9,6 | 15,1 | 8,2 | 92,8 | 55,9 | 15,9 | 11,5 | 3,7 | 3,2 | 26,0 | 15,8 | 4,7 | 8,0 |
| INDOU5 | Romilly-sur-Seine | 18,1 | 10,5 | 13,5 | 7,4 | 97,8 | 61,4 | 21,1 | 13,8 | 2,6 | 2,0 | 23,1 | 14,0 | 1,0 | 9,4 |
| INDQ5 | Villefranche-de-Rouergue | 5,9 | 5,5 | 5,3 | 5,0 | 33,7 | 23,5 | 11,6 | 10,9 | 2,3 | 4,5 | 5,1 | 6,7 | 8,3 | 10,5 |
| SEMAG2 | Arlès | 19,5 | 8,4 | 18,6 | 8,0 | 88,2 | 39,3 | 18,2 | 13,4 | 2,3 | 2,4 | 16,8 | 11,0 | 3,2 | 16,7 |
| ADPUB3 | Marseille | 21,0 | 18,7 | 14,6 | 14,1 | 3,9 | 3,0 | 11,5 | 8,3 | 9,8 | 10,2 | 24,1 | 21,4 | 0,7 | 0,5 |
| ADPUB3 | Marseille | 18,1 | 17,8 | 13,9 | 13,6 | 2,4 | 2,4 | 11,1 | 10,6 | 7,9 | 7,8 | 21,5 | 21,7 | 1,4 | 1,3 |
| ADPUB3 | Marseille | 8,9 | 7,2 | 6,8 | 5,6 | 14,3 | 9,8 | 9,8 | 8,9 | 7,5 | 5,7 | 19,2 | 15,6 | 2,3 | 1,5 |
| ADPUB3 | Marseille | 5,8 | 1,9 | 5,8 | 1,9 | 47,4 | 17,5 | 14,3 | 11,1 | 1,9 | 1,7 | 9,1 | 6,6 | 64,3 | 37,7 |
| CHOMA2 | Marseille | 6,1 | 3,2 | 6,1 | 2,8 | 52,5 | 15,5 | 16,2 | 10,6 | 1,0 | 1,1 | 17,2 | 10,2 | 9,1 | 13,8 |
| CHOMA2 | Marseille | 3,7 | 4,1 | 3,0 | 3,4 | 15,5 | 7,2 | 10,9 | 11,1 | 1,2 | 2,3 | 10,9 | 10,7 | 5,6 | 6,8 |
| CHOMA2 | Marseille | 8,2 | 7,0 | 7,2 | 6,1 | 40,3 | 32,6 | 16,9 | 15,4 | 2,5 | 2,4 | 15,2 | 14,7 | 17,8 | 17,6 |
| INDQ2 | Caen | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 0,2 | 3,8 | 16,6 | 11,5 | 8,0 | 7,7 | 10,9 | 7,7 | 8,2 | 0,0 | 17,4 |
| INDQ5 | Cognac | 1,5 | 0,9 | 1,3 | 0,8 | 75,6 | 30,3 | 17,2 | 9,8 | 5,8 | 3,3 | 15,5 | 8,7 | 0,6 | 15,1 |
| CHOMA2 | Saintes | 1,6 | 1,2 | 1,2 | 0,9 | 75,6 | 58,3 | 22,3 | 15,8 | 3,6 | 3,2 | 17,2 | 11,9 | 1,9 | 8,4 |
| INDQ5 | Vierzon | 19,8 | 10,4 | 12,9 | 6,7 | 75,8 | 47,7 | 17,3 | 12,0 | 3,4 | 3,1 | 21,3 | 13,5 | 4,6 | 5,8 |
| CHOMA2 | Saint-Brieuc | 5,2 | 3,8 | 2,7 | 2,1 | 62,3 | 52,0 | 17,9 | 15,6 | 8,2 | 9,8 | 12,4 | 11,3 | 7,0 | 7,5 |
| INDOU3 | Audincourt | 23,4 | 8,5 | 16,9 | 6,5 | 65,9 | 35,4 | 13,0 | 8,7 | 4,6 | 2,9 | 12,3 | 6,7 | 3,8 | 13,2 |
| INDOU3 | Bethoncourt | 33,0 | 22,0 | 19,0 | 13,1 | 66,7 | 44,6 | 10,5 | 9,6 | 2,9 | 2,9 | 9,9 | 6,5 | 5,8 | 10,7 |
| INDOU3 | Grand-Charmont | 20,4 | 8,7 | 15,0 | 6,8 | 82,0 | 42,3 | 10,8 | 8,1 | 4,2 | 2,1 | 14,4 | 6,4 | 7,2 | 6,6 |
| INDOU3 | Montbéliard | 9,6 | 8,8 | 7,8 | 7,2 | 54,4 | 51,1 | 13,7 | 12,6 | 2,2 | 2,4 | 7,6 | 7,0 | 10,2 | 11,3 |
| INDOU3 | Valentigney | 37,7 | 23,3 | 24,6 | 14,8 | 55,1 | 38,1 | 12,8 | 9,7 | 3,0 | 2,4 | 14,8 | 9,1 | 4,3 | 6,1 |
| INDOU3 | Aibre | 17,0 | 3,4 | 13,0 | 2,9 | 40,0 | 9,1 | 11,0 | 6,7 | 4,0 | 1,1 | 9,0 | 2,6 | 12,0 | 23,8 |
| INDQ4 | Pierrelatte | 7,1 | 0,8 | 7,1 | 0,6 | 92,9 | 9,4 | 17,9 | 6,9 | 0,0 | 3,3 | 3,6 | 4,4 | 7,1 | 33,3 |
| ADPUB1 | Quimper | 0,0 | 0,8 | 0,0 | 0,7 | 26,9 | 8,7 | 13,5 | 7,3 | 0,0 | 4,6 | 5,8 | 5,3 | 11,5 | 26,5 |
| CHOMA2 | Ajaccio | 3,9 | 6,9 | 3,8 | 6,8 | 13,9 | 9,0 | 13,4 | 13,1 | 2,3 | 2,3 | 6,0 | 7,7 | 4,8 | 1,7 |
| SEMAG2 | Ajaccio | 17,8 | 7,2 | 17,5 | 7,0 | 0,8 | 5,1 | 15,2 | 12,9 | 2,0 | 2,0 | 9,1 | 6,5 | 19,6 | 18,5 |
| CHOMA2 | Ajaccio | 4,4 | 4,7 | 4,3 | 4,6 | 37,8 | 43,9 | 15,7 | 16,6 | 1,4 | 1,6 | 7,5 | 8,1 | 18,5 | 34,1 |
| CHOMA2 | Bastia | 2,6 | 3,0 | 2,5 | 2,9 | 91,0 | 66,0 | 18,3 | 16,7 | 1,6 | 2,3 | 9,2 | 9,0 | 3,2 | 7,1 |
| AGRI22 | Beaucaire | 16,0 | 10,1 | 15,9 | 9,8 | 25,0 | 17,1 | 13,0 | 11,3 | 3,8 | 2,6 | 16,3 | 12,3 | 8,2 | 15,7 |
| CHOMA2 | Grand-Combe (La) | 28,5 | 21,2 | 18,7 | 14,7 | 45,9 | 46,0 | 9,8 | 9,5 | 2,1 | 2,0 | 22,2 | 16,3 | 3,4 | 4,0 |

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparen tale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|-------------------|--------------------------|------------------------|------------|---------------|------------|----------------------------|------------|------------------------------|------------|-----------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------------|------------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA2 | Bordeaux | 3,9 | 3,8 | 3,1 | 2,9 | 1,6 | 9,6 | 12,6 | 9,7 | 3,1 | 5,4 | 6,3 | 13,2 | 13,4 | 7,9 |
| ADPUB3 | Bordeaux | 9,1 | 7,4 | 5,4 | 4,4 | 8,3 | 6,3 | 6,9 | 6,0 | 24,9 | 31,7 | 21,4 | 18,0 | 4,9 | 9,1 |
| ADPUB3 | Bordeaux | 8,3 | 4,4 | 2,8 | 2,2 | 38,0 | 6,9 | 4,6 | 3,6 | 26,4 | 44,3 | 17,1 | 10,7 | 36,1 | 22,5 |
| CHOMA2 | Genon | 3,3 | 3,4 | 2,1 | 2,4 | 21,1 | 17,6 | 10,3 | 10,2 | 1,3 | 1,1 | 8,7 | 8,7 | 9,6 | 14,9 |
| SEMAG2 | Béziers | 17,9 | 11,0 | 17,0 | 10,3 | 6,7 | 9,2 | 11,8 | 10,8 | 3,6 | 3,8 | 21,8 | 17,4 | 3,2 | 12,7 |
| CHOMA2 | Frontignan | 2,5 | 1,7 | 2,5 | 1,5 | 39,3 | 18,0 | 12,1 | 9,7 | 1,0 | 2,0 | 10,0 | 10,0 | 16,1 | 36,0 |
| SEMAG2 | Lunel | 9,8 | 6,2 | 9,8 | 5,8 | 59,6 | 15,4 | 14,2 | 11,4 | 3,2 | 2,5 | 13,9 | 11,2 | 4,7 | 38,3 |
| CHOMA2 | Montpellier | 17,7 | 21,1 | 12,5 | 15,9 | 84,9 | 61,6 | 24,0 | 18,2 | 4,2 | 5,2 | 22,4 | 19,2 | 30,2 | 31,0 |
| ADPUB3 | Montpellier | 5,7 | 4,4 | 4,7 | 3,2 | 4,0 | 9,9 | 7,1 | 8,9 | 15,2 | 13,1 | 9,8 | 8,5 | 20,2 | 22,1 |
| CHOMA2 | Montpellier | 10,0 | 6,1 | 8,1 | 4,7 | 64,5 | 58,2 | 19,5 | 16,6 | 3,4 | 2,4 | 17,6 | 13,2 | 52,6 | 44,4 |
| INDQ5 | Fougères | 1,7 | 0,9 | 0,9 | 0,6 | 70,0 | 40,9 | 9,1 | 6,2 | 5,7 | 4,9 | 6,3 | 5,4 | 2,6 | 13,4 |
| INDOU4 | Avignon-lès-Saint-Claude | 41,1 | 15,8 | 19,6 | 8,5 | 88,3 | 36,1 | 12,3 | 8,3 | 4,3 | 2,6 | 8,6 | 3,8 | 0,0 | 8,9 |
| CHOMA2 | Puy-en-Velay (Le) | 25,5 | 7,0 | 24,5 | 6,3 | 79,2 | 43,6 | 14,2 | 11,0 | 2,8 | 3,0 | 13,2 | 9,1 | 12,3 | 13,2 |
| CHOMA4 | Nantes | 11,8 | 10,0 | 7,5 | 6,6 | 64,0 | 67,6 | 17,8 | 16,5 | 3,8 | 3,6 | 21,6 | 20,5 | 2,1 | 2,2 |
| TEC2 | Saint-Nazaire | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,8 | 0,0 | 5,6 | 0,0 | 1,0 | 0,0 | 5,6 | 23,1 | 41,5 |
| CHOMA1 | Trignac | 1,5 | 0,4 | 1,5 | 0,4 | 46,0 | 16,3 | 13,9 | 7,5 | 2,2 | 2,1 | 12,4 | 8,0 | 8,0 | 15,8 |
| CHOMA2 | Agen | 26,1 | 13,4 | 24,8 | 12,7 | 90,9 | 57,9 | 29,2 | 19,3 | 5,1 | 4,4 | 28,0 | 17,9 | 0,2 | 4,6 |
| INDQ5 | Saumur | 3,7 | 1,4 | 1,6 | 0,7 | 68,4 | 32,9 | 16,2 | 9,6 | 12,0 | 7,9 | 14,4 | 9,9 | 1,9 | 6,0 |
| ADPUB1 | Reims | 7,7 | 1,3 | 7,7 | 0,6 | 7,7 | 31,8 | 7,7 | 6,6 | 7,7 | 15,9 | 15,4 | 4,2 | 15,4 | 38,6 |
| INDQ5 | Vitry-le-François | 2,5 | 1,9 | 2,4 | 1,8 | 95,3 | 51,9 | 11,6 | 9,2 | 3,3 | 2,9 | 8,1 | 6,5 | 1,6 | 10,9 |
| INDQ5 | Vitry-le-François | 15,6 | 8,9 | 14,2 | 8,0 | 87,6 | 50,6 | 21,9 | 14,2 | 3,7 | 2,7 | 19,9 | 12,7 | 2,0 | 2,5 |
| INDQ5 | Lunéville | 13,0 | 4,5 | 9,2 | 3,4 | 73,5 | 42,5 | 20,5 | 12,1 | 1,6 | 0,8 | 17,8 | 8,2 | 0,5 | 3,9 |
| CHOMA1 | Lanester | 2,2 | 1,3 | 1,0 | 0,5 | 48,5 | 34,6 | 15,6 | 11,5 | 1,3 | 1,8 | 11,9 | 9,3 | 12,4 | 12,7 |
| INDOU3 | Creutzwald | 10,4 | 8,1 | 9,9 | 7,5 | 80,2 | 58,5 | 10,6 | 10,0 | 0,7 | 1,1 | 6,5 | 5,4 | 32,1 | 30,1 |
| INDOU3 | Creutzwald | 9,3 | 4,9 | 7,3 | 3,8 | 45,5 | 24,4 | 8,7 | 7,6 | 2,0 | 2,9 | 5,6 | 5,6 | 1,4 | 6,3 |
| INDOU3 | Farébersville | 21,0 | 18,9 | 14,7 | 13,2 | 68,6 | 61,4 | 12,4 | 11,9 | 2,0 | 2,2 | 5,7 | 5,1 | 10,6 | 12,3 |
| INDOU5 | Forbach | 11,3 | 6,9 | 6,0 | 3,7 | 63,5 | 41,4 | 12,4 | 11,8 | 1,9 | 1,8 | 12,4 | 9,2 | 14,3 | 17,1 |
| INDOU3 | Hombourg-Haut | 13,3 | 7,4 | 12,3 | 6,8 | 55,6 | 32,7 | 12,3 | 9,6 | 2,2 | 1,4 | 8,1 | 6,2 | 10,4 | 10,8 |
| INDOU5 | Moyeuvre-Grande | 13,8 | 6,9 | 12,0 | 5,5 | 30,9 | 10,4 | 12,4 | 10,0 | 0,5 | 1,5 | 7,4 | 6,1 | 12,0 | 6,4 |
| INDOU5 | Aniche | 0,8 | 1,6 | 0,8 | 1,6 | 40,7 | 20,5 | 11,7 | 10,0 | 2,0 | 2,6 | 9,7 | 10,3 | 13,7 | 9,4 |
| INDOU5 | Anzin | 2,4 | 5,0 | 2,4 | 4,7 | 26,3 | 16,2 | 7,7 | 9,9 | 1,2 | 3,6 | 12,1 | 14,0 | 1,2 | 1,3 |
| INDOU5 | Auby | 15,2 | 7,6 | 15,2 | 7,6 | 42,9 | 34,1 | 15,2 | 11,2 | 3,8 | 1,2 | 14,3 | 9,9 | 23,8 | 16,2 |
| INDOU5 | Condé-sur-l'Escaut | 6,4 | 4,9 | 6,2 | 4,8 | 70,3 | 51,0 | 12,1 | 12,5 | 1,6 | 3,4 | 11,4 | 12,1 | 4,0 | 7,4 |
| CHOMA1 | Croix | 5,9 | 6,3 | 5,6 | 6,1 | 9,5 | 14,3 | 12,5 | 10,8 | 3,3 | 3,3 | 10,7 | 10,4 | 3,3 | 6,9 |
| INDQ5 | Escautpont | 6,5 | 3,2 | 5,3 | 2,8 | 51,5 | 30,4 | 6,5 | 10,1 | 0,6 | 0,8 | 8,9 | 10,5 | 5,9 | 9,9 |
| INDOU5 | Grande-Synthe | 17,0 | 16,5 | 15,5 | 15,1 | 83,5 | 81,9 | 13,5 | 13,8 | 5,2 | 4,9 | 21,9 | 21,6 | 1,8 | 2,1 |
| CHOMA1 | Haubourdin | 1,3 | 0,7 | 1,0 | 0,6 | 71,0 | 45,7 | 16,3 | 11,6 | 4,0 | 3,3 | 12,7 | 9,2 | 3,3 | 6,1 |
| INDOU5 | Hautmont | 8,1 | 7,3 | 8,1 | 7,3 | 39,7 | 31,7 | 13,9 | 12,0 | 3,3 | 2,9 | 16,0 | 13,3 | 3,3 | 8,4 |
| INDOU5 | Jeumont | 13,9 | 8,5 | 13,8 | 8,4 | 63,4 | 49,1 | 20,2 | 15,3 | 4,8 | 3,9 | 18,7 | 15,2 | 6,4 | 7,6 |
| CHOMA2 | Lille | 16,1 | 12,3 | 12,8 | 10,0 | 51,0 | 31,2 | 11,2 | 9,6 | 13,8 | 18,9 | 20,2 | 18,7 | 19,4 | 14,4 |
| DIR4 | Lille | 2,8 | 2,1 | 1,8 | 1,4 | 18,5 | 11,6 | 5,1 | 4,0 | 38,8 | 38,4 | 6,0 | 5,3 | 34,2 | 34,3 |
| CHOMA4 | Lille | 15,9 | 23,5 | 13,9 | 21,8 | 87,9 | 90,1 | 18,8 | 21,3 | 6,9 | 7,4 | 21,7 | 25,4 | 0,0 | 6,6 |
| INDOU5 | Maubeuge | 14,8 | 13,2 | 14,5 | 12,9 | 23,2 | 26,9 | 11,8 | 11,1 | 2,4 | 3,1 | 13,9 | 13,0 | 11,0 | 10,8 |
| CHOMA1 | Mons-en-Baroeul | 8,2 | 8,7 | 6,3 | 6,5 | 68,7 | 70,9 | 14,8 | 15,8 | 6,6 | 6,3 | 16,5 | 15,8 | 0,7 | 0,6 |
| INDOU5 | Montigny-en-Ostrevent | 3,7 | 1,3 | 3,7 | 1,3 | 65,0 | 37,4 | 9,8 | 9,1 | 1,9 | 2,4 | 7,5 | 7,9 | 0,0 | 37,2 |
| INDOU5 | Pecquencourt | 6,0 | 4,8 | 5,8 | 4,7 | 38,9 | 33,1 | 12,9 | 11,9 | 2,7 | 2,6 | 13,3 | 12,2 | 5,8 | 6,6 |

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparen tale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|-------------------|----------------------|------------------------|------------|---------------|------------|----------------------------|------------|------------------------------|------------|-----------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------------|------------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA1 | Raismes | 3,4 | 3,7 | 3,4 | 3,7 | 75,6 | 44,2 | 11,7 | 11,4 | 1,1 | 1,1 | 11,7 | 11,6 | 10,1 | 8,9 |
| INDQ2 | Seclin | 2,7 | 1,9 | 2,4 | 1,7 | 40,9 | 28,3 | 12,0 | 10,9 | 3,6 | 3,1 | 12,1 | 9,4 | 11,4 | 11,2 |
| INDOU5 | Vieux-Condé | 3,8 | 2,0 | 3,5 | 1,9 | 73,6 | 33,4 | 14,6 | 12,2 | 1,8 | 1,5 | 12,3 | 9,5 | 2,0 | 10,0 |
| INDOU5 | Waziers | 11,4 | 4,6 | 11,4 | 4,6 | 45,0 | 31,0 | 14,8 | 13,5 | 0,7 | 1,0 | 16,1 | 10,9 | 14,1 | 17,1 |
| INDQ2 | Compiègne | 3,5 | 6,7 | 3,0 | 4,8 | 51,5 | 60,3 | 10,4 | 11,3 | 3,9 | 3,9 | 7,4 | 8,0 | 0,0 | 14,5 |
| INDQ5 | Flers | 24,3 | 5,7 | 13,9 | 3,0 | 93,6 | 21,6 | 14,7 | 6,9 | 5,3 | 5,2 | 17,1 | 5,7 | 0,5 | 7,5 |
| INDQ5 | Flers | 6,9 | 2,5 | 3,4 | 1,3 | 90,2 | 36,3 | 15,4 | 9,9 | 5,3 | 4,3 | 15,2 | 7,4 | 0,9 | 10,3 |
| INDQ5 | Bruay-la-Buissière | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 51,6 | 62,9 | 11,5 | 12,4 | 5,3 | 4,0 | 12,4 | 10,0 | 5,4 | 22,8 |
| CHOMA1 | Calais | 1,4 | 1,4 | 0,9 | 1,0 | 90,4 | 85,2 | 16,8 | 16,1 | 11,6 | 10,1 | 20,2 | 18,5 | 29,1 | 31,8 |
| INDOU5 | Hénin-Beaumont | 3,2 | 2,6 | 3,2 | 2,6 | 63,0 | 25,1 | 16,2 | 10,4 | 1,9 | 3,6 | 9,1 | 8,9 | 14,9 | 10,0 |
| ADPUB1 | Lens | 0,0 | 1,4 | 0,0 | 1,2 | 9,1 | 23,2 | 0,0 | 9,2 | 0,0 | 5,0 | 0,0 | 6,7 | 0,0 | 11,3 |
| CHOMA1 | Liévin | 1,8 | 1,6 | 1,8 | 1,6 | 72,1 | 61,7 | 14,1 | 12,5 | 3,9 | 3,4 | 15,1 | 13,6 | 13,1 | 10,0 |
| INDOU5 | Mazingarbe | 0,5 | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 74,6 | 42,4 | 10,6 | 9,2 | 0,8 | 2,1 | 8,8 | 8,5 | 2,3 | 15,2 |
| INDOU5 | Rouvroy | 0,3 | 1,2 | 0,3 | 1,1 | 66,1 | 63,1 | 5,5 | 9,9 | 1,3 | 2,0 | 6,3 | 9,2 | 25,9 | 19,4 |
| INDQ2 | Saint-Laurent-Blangy | 1,2 | 0,8 | 0,9 | 0,7 | 22,0 | 20,0 | 11,2 | 9,5 | 0,5 | 1,3 | 4,7 | 5,2 | 2,6 | 8,6 |
| CHOMA2 | Clermont-Ferrand | 5,1 | 4,9 | 3,5 | 3,2 | 70,8 | 66,8 | 13,5 | 13,0 | 11,8 | 15,5 | 9,6 | 8,8 | 6,0 | 5,0 |
| INDQ2 | Cournon-d'Auvergne | 2,1 | 1,6 | 1,0 | 1,0 | 36,5 | 24,2 | 11,0 | 9,9 | 1,4 | 1,2 | 5,7 | 4,2 | 14,2 | 26,2 |
| INDOU4 | Gerzat | 4,2 | 2,5 | 3,9 | 2,1 | 44,8 | 26,8 | 13,6 | 11,3 | 0,6 | 1,6 | 5,5 | 4,9 | 8,5 | 16,9 |
| CHOMA2 | Bayonne | 0,5 | 0,9 | 0,5 | 0,8 | 84,5 | 29,4 | 13,9 | 10,7 | 4,6 | 5,5 | 9,0 | 8,3 | 5,9 | 17,4 |
| CHOMA2 | Tarbes | 9,1 | 5,5 | 8,0 | 4,8 | 70,0 | 48,4 | 19,2 | 13,7 | 3,5 | 3,3 | 18,3 | 13,6 | 2,3 | 9,2 |
| SEMAG2 | Perpignan | 10,3 | 7,7 | 9,1 | 6,8 | 43,8 | 34,3 | 18,7 | 16,4 | 4,0 | 3,4 | 14,6 | 12,5 | 11,3 | 13,5 |
| SEMAG2 | Perpignan | 25,3 | 8,0 | 19,7 | 6,2 | 94,1 | 33,0 | 23,4 | 15,0 | 3,7 | 3,4 | 21,6 | 13,3 | 5,9 | 14,7 |
| INDQ2 | Mulhouse | 12,9 | 7,3 | 7,0 | 4,6 | 21,6 | 23,8 | 12,6 | 10,6 | 16,2 | 8,8 | 11,5 | 8,0 | 31,9 | 28,9 |
| INDQ2 | Mulhouse | 20,4 | 4,9 | 17,6 | 2,8 | 23,1 | 15,1 | 9,3 | 8,2 | 6,5 | 4,1 | 5,6 | 6,4 | 0,9 | 12,8 |
| CHOMA1 | Bron | 24,5 | 21,0 | 15,2 | 14,4 | 17,6 | 34,3 | 10,3 | 10,5 | 1,3 | 1,0 | 9,6 | 9,3 | 5,1 | 5,5 |
| INDQ2 | Oullins | 9,6 | 4,1 | 7,0 | 3,1 | 50,1 | 23,8 | 12,7 | 9,1 | 0,8 | 2,7 | 10,1 | 5,9 | 12,4 | 7,2 |
| CHOMA1 | Saint-Fons | 20,8 | 17,3 | 18,1 | 15,1 | 91,7 | 69,4 | 15,4 | 11,9 | 2,1 | 1,9 | 10,1 | 10,1 | 6,8 | 13,6 |
| INDQ2 | Villeurbanne | 13,7 | 11,2 | 10,2 | 8,1 | 50,8 | 40,1 | 12,1 | 10,9 | 4,8 | 4,6 | 11,3 | 8,9 | 10,3 | 9,6 |
| ADPUB3 | Lyon | 9,4 | 7,3 | 6,0 | 4,7 | 13,8 | 8,4 | 6,2 | 5,3 | 33,2 | 28,5 | 10,0 | 8,1 | 35,1 | 30,9 |
| INDQ5 | Gray | 17,3 | 9,3 | 9,1 | 4,8 | 91,3 | 50,5 | 19,5 | 13,8 | 3,8 | 4,3 | 13,5 | 9,9 | 4,9 | 8,4 |
| INDOU3 | Héricourt | 15,4 | 4,7 | 8,9 | 3,0 | 81,1 | 31,0 | 10,1 | 8,8 | 2,4 | 3,2 | 10,1 | 5,3 | 2,4 | 22,4 |
| INDOU4 | Cluses | 28,2 | 12,1 | 19,9 | 7,7 | 71,8 | 27,5 | 14,4 | 9,8 | 1,6 | 3,1 | 7,7 | 3,9 | 0,0 | 20,5 |
| DIR1 | Paris | 11,8 | 10,7 | 4,2 | 3,7 | 3,3 | 4,5 | 6,7 | 6,0 | 6,9 | 6,4 | 8,6 | 7,9 | 2,1 | 3,8 |
| DIR1 | Paris | 12,4 | 12,4 | 5,3 | 5,4 | 5,0 | 6,7 | 6,3 | 6,3 | 7,0 | 7,4 | 10,1 | 9,9 | 2,9 | 8,6 |
| DIR1 | Paris | 12,5 | 11,7 | 5,0 | 4,7 | 3,2 | 1,9 | 7,3 | 6,2 | 8,5 | 8,1 | 10,1 | 9,6 | 3,8 | 2,1 |
| DIR1 | Paris | 1,5 | 8,1 | 0,0 | 3,5 | 4,4 | 3,9 | 5,9 | 5,6 | 2,9 | 7,4 | 5,9 | 10,4 | 0,0 | 1,8 |
| DIR1 | Paris | 11,6 | 9,0 | 4,5 | 3,9 | 0,7 | 2,6 | 4,8 | 5,5 | 7,2 | 7,4 | 10,3 | 8,9 | 7,2 | 4,1 |
| DIR1 | Paris | 16,2 | 10,7 | 10,8 | 6,2 | 6,3 | 8,3 | 6,1 | 6,7 | 11,6 | 9,0 | 8,7 | 9,4 | 15,0 | 13,7 |
| CHOMA3 | Paris | 16,2 | 15,5 | 11,6 | 10,9 | 98,0 | 97,6 | 18,5 | 19,1 | 0,8 | 0,8 | 13,1 | 13,0 | 0,0 | 0,0 |
| ADPUB3 | Paris | 11,9 | 14,4 | 6,8 | 8,1 | 69,6 | 27,3 | 14,5 | 9,4 | 2,2 | 4,4 | 8,4 | 11,1 | 0,6 | 0,6 |
| ADPUB3 | Paris | 24,6 | 18,1 | 12,7 | 9,7 | 6,2 | 12,4 | 5,5 | 7,4 | 3,7 | 4,3 | 15,2 | 12,7 | 3,9 | 4,6 |
| CHOMA3 | Paris | 14,2 | 15,1 | 8,1 | 9,0 | 89,6 | 82,8 | 16,5 | 14,3 | 1,0 | 1,0 | 12,2 | 11,8 | 5,1 | 21,9 |
| ADPUB3 | Paris | 12,8 | 13,9 | 7,8 | 8,6 | 59,5 | 54,9 | 14,1 | 12,7 | 1,5 | 2,2 | 11,1 | 12,1 | 18,6 | 14,7 |
| ADPUB3 | Paris | 26,9 | 19,1 | 12,7 | 10,0 | 10,4 | 28,4 | 9,9 | 9,4 | 5,9 | 5,2 | 12,5 | 12,5 | 7,8 | 18,0 |
| ADPUB3 | Paris | 17,6 | 15,7 | 9,2 | 7,8 | 51,1 | 54,6 | 10,5 | 12,1 | 3,1 | 2,8 | 11,0 | 11,2 | 42,2 | 30,8 |
| DIR1 | Paris | 10,3 | 7,5 | 6,9 | 4,2 | 43,0 | 13,0 | 9,8 | 6,4 | 2,4 | 4,7 | 9,3 | 8,4 | 12,7 | 9,0 |
| CHOMA1 | Havre (Le) | 11,0 | 6,1 | 9,0 | 4,7 | 62,6 | 53,5 | 14,2 | 12,8 | 7,7 | 9,4 | 20,0 | 18,9 | 18,7 | 12,0 |
| CHOMA1 | Havre (Le) | 9,8 | 8,9 | 6,9 | 6,6 | 71,8 | 61,3 | 15,5 | 14,7 | 4,3 | 3,6 | 19,2 | 18,2 | 3,1 | 6,1 |
| INDQ2 | Aubergenville | 5,1 | 5,0 | 4,1 | 4,0 | 82,4 | 80,8 | 15,1 | 14,7 | 2,9 | 2,8 | 7,2 | 6,9 | 5,1 | 5,0 |
| ADPUB1 | Amiens | 2,3 | 1,4 | 2,3 | 1,0 | 2,3 | 6,9 | 4,7 | 7,8 | 0,0 | 13,5 | 7,0 | 5,8 | 4,7 | 9,8 |
| INDOU1 | Aiguefonde | 14,6 | 6,5 | 9,6 | 4,9 | 49,3 | 18,0 | 10,7 | 8,3 | 2,1 | 0,9 | 14,6 | 8,5 | 1,1 | 14,3 |

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparen tale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|-------------------|--------------------------|------------------------|------------|---------------|------------|----------------------------|------------|------------------------------|------------|-----------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------------|------------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA2 | Seyne-sur-Mer (La) | 5,6 | 5,3 | 4,6 | 5,1 | 54,6 | 11,2 | 17,6 | 11,2 | 0,0 | 4,4 | 13,0 | 13,6 | 2,8 | 4,8 |
| AGRI21 | Carpentras | 21,1 | 14,0 | 20,7 | 13,6 | 69,3 | 29,1 | 17,5 | 12,5 | 3,7 | 5,3 | 17,3 | 14,1 | 9,5 | 11,7 |
| INDQ5 | Châtellerault | 3,6 | 1,4 | 2,9 | 1,3 | 54,0 | 24,8 | 9,5 | 7,8 | 0,7 | 1,9 | 11,7 | 6,3 | 5,1 | 11,8 |
| ADPUB1 | Poitiers | 4,5 | 3,4 | 3,0 | 2,2 | 37,9 | 26,0 | 10,8 | 10,1 | 10,8 | 12,4 | 9,3 | 8,2 | 6,7 | 13,2 |
| INDQ5 | Avallon | 6,3 | 3,0 | 3,5 | 1,8 | 81,3 | 30,5 | 15,3 | 9,7 | 3,5 | 3,5 | 11,1 | 7,3 | 5,6 | 9,5 |
| INDQ5 | Sens | 17,1 | 7,1 | 11,0 | 4,4 | 80,9 | 37,5 | 18,1 | 10,2 | 2,7 | 3,2 | 16,5 | 8,6 | 0,8 | 16,0 |
| TEC3 | Boussy-Saint-Antoine | 3,3 | 2,1 | 0,9 | 0,8 | 23,5 | 14,6 | 13,1 | 10,1 | 1,9 | 1,8 | 5,6 | 5,1 | 1,4 | 17,8 |
| TEC3 | Massy | 8,4 | 7,9 | 5,5 | 5,2 | 50,9 | 51,8 | 13,2 | 13,2 | 1,2 | 1,8 | 5,4 | 5,8 | 2,0 | 3,2 |
| TEC3 | Saint-Michel-sur-Orge | 5,5 | 3,0 | 2,4 | 1,6 | 23,7 | 13,9 | 12,3 | 8,5 | 2,0 | 1,8 | 5,9 | 5,1 | 11,1 | 21,3 |
| TEC3 | Viry-Châtillon | 0,0 | 3,1 | 0,0 | 1,8 | 0,0 | 10,9 | 8,1 | 7,1 | 0,0 | 2,1 | 3,5 | 4,5 | 33,7 | 30,0 |
| CHOMA3 | Viry-Châtillon | 18,6 | 6,6 | 8,1 | 4,4 | 87,2 | 51,9 | 19,8 | 11,8 | 3,5 | 1,9 | 19,8 | 7,8 | 9,3 | 14,3 |
| TEC3 | Ulis (Les) | 17,8 | 12,6 | 12,2 | 8,3 | 65,1 | 57,6 | 13,4 | 12,5 | 1,5 | 1,8 | 8,8 | 7,9 | 20,8 | 19,3 |
| CHOMA3 | Bagneux | 13,3 | 13,1 | 8,2 | 8,0 | 63,7 | 65,7 | 14,7 | 14,4 | 1,7 | 1,6 | 9,5 | 9,1 | 7,1 | 6,7 |
| TEC3 | Bagneux | 12,7 | 12,0 | 8,1 | 7,6 | 75,8 | 75,7 | 14,4 | 14,8 | 0,8 | 0,8 | 9,1 | 8,7 | 17,4 | 19,0 |
| TEC3 | Colombes | 11,9 | 8,1 | 7,5 | 5,5 | 36,9 | 33,1 | 10,6 | 12,2 | 2,5 | 2,1 | 8,8 | 7,5 | 10,0 | 13,5 |
| CHOMA3 | Gennevilliers | 32,5 | 31,8 | 25,4 | 24,9 | 61,3 | 60,7 | 11,8 | 11,2 | 2,6 | 2,1 | 14,4 | 13,0 | 27,5 | 26,1 |
| CHOMA3 | Villeneuve-la-Garenne | 33,9 | 22,6 | 26,6 | 16,7 | 93,3 | 81,3 | 19,6 | 16,4 | 2,4 | 2,2 | 16,7 | 11,9 | 0,0 | 4,2 |
| CHOMA3 | Aubervilliers | 28,1 | 28,1 | 12,3 | 12,3 | 34,5 | 34,5 | 11,4 | 11,4 | 4,1 | 4,1 | 14,5 | 14,5 | 5,6 | 5,6 |
| CHOMA3 | Aubervilliers | 19,0 | 19,3 | 10,7 | 10,6 | 45,4 | 45,4 | 13,3 | 13,3 | 2,2 | 2,6 | 12,6 | 12,7 | 5,6 | 4,7 |
| CHOMA3 | Bagnolet | 20,0 | 17,8 | 11,4 | 11,1 | 9,7 | 33,4 | 6,7 | 9,1 | 3,6 | 2,8 | 12,8 | 11,7 | 5,8 | 10,5 |
| CHOMA3 | Blanc-Mesnil (Le) | 18,2 | 16,9 | 9,1 | 8,9 | 45,2 | 47,0 | 12,7 | 13,6 | 1,3 | 2,3 | 11,7 | 11,0 | 2,6 | 3,0 |
| CHOMA3 | Bobigny | 24,2 | 21,4 | 16,4 | 14,3 | 81,5 | 70,6 | 17,3 | 16,3 | 2,5 | 2,5 | 13,3 | 13,1 | 3,8 | 6,6 |
| CHOMA3 | Bobigny | 23,4 | 19,8 | 11,4 | 11,1 | 68,8 | 64,5 | 16,6 | 16,2 | 1,9 | 2,1 | 14,0 | 12,0 | 0,3 | 14,7 |
| CHOMA3 | Bobigny | 19,3 | 15,2 | 11,0 | 8,7 | 29,4 | 17,6 | 11,0 | 9,4 | 3,7 | 3,6 | 11,9 | 9,0 | 17,4 | 28,8 |
| CHOMA3 | Courneuve (La) | 18,8 | 20,4 | 13,0 | 13,7 | 57,5 | 53,5 | 14,7 | 14,3 | 1,4 | 1,7 | 14,7 | 15,1 | 1,1 | 1,3 |
| CHOMA3 | Dugny | 26,2 | 17,8 | 18,1 | 12,4 | 94,9 | 82,3 | 16,8 | 15,4 | 2,8 | 2,7 | 13,9 | 10,9 | 6,1 | 21,2 |
| TEC3 | Montfermeil | 3,2 | 5,6 | 1,6 | 4,2 | 0,0 | 5,3 | 4,8 | 9,3 | 1,6 | 1,8 | 8,1 | 7,1 | 25,8 | 22,4 |
| CHOMA3 | Noisy-le-Grand | 18,9 | 16,9 | 7,3 | 5,9 | 74,7 | 59,6 | 17,7 | 16,4 | 5,6 | 4,3 | 12,6 | 10,0 | 8,3 | 20,0 |
| CHOMA3 | Noisy-le-Sec | 26,6 | 16,3 | 21,5 | 12,7 | 91,0 | 61,4 | 17,2 | 14,6 | 3,5 | 2,4 | 15,6 | 11,3 | 0,4 | 9,0 |
| CHOMA3 | Pantin | 24,0 | 23,7 | 17,2 | 16,9 | 91,1 | 87,1 | 16,4 | 16,3 | 1,3 | 1,2 | 14,0 | 13,5 | 0,0 | 0,0 |
| CHOMA3 | Pierrefitte-sur-Seine | 40,4 | 20,0 | 21,6 | 11,3 | 86,1 | 39,9 | 19,7 | 12,3 | 1,0 | 2,1 | 21,6 | 12,8 | 54,8 | 27,8 |
| CHOMA3 | Saint-Denis | 22,8 | 23,4 | 13,8 | 14,3 | 61,2 | 54,8 | 15,2 | 14,5 | 3,1 | 3,5 | 15,4 | 16,1 | 6,4 | 7,0 |
| CHOMA3 | Saint-Denis | 21,0 | 18,2 | 16,1 | 13,8 | 85,5 | 83,6 | 18,7 | 16,7 | 3,5 | 2,0 | 11,6 | 11,4 | 8,7 | 8,4 |
| CHOMA3 | Saint-Denis | 0,0 | 11,5 | 0,0 | 9,0 | 0,0 | 38,9 | 0,0 | 10,6 | 0,0 | 1,5 | 50,0 | 9,8 | 50,0 | 8,6 |
| CHOMA3 | Sevran | 26,2 | 22,4 | 14,8 | 12,9 | 76,0 | 68,8 | 17,2 | 16,0 | 3,1 | 2,7 | 13,5 | 11,6 | 1,2 | 5,5 |
| CHOMA3 | Sevran | 28,8 | 28,7 | 17,8 | 17,9 | 86,5 | 85,3 | 16,6 | 16,8 | 2,9 | 2,9 | 16,1 | 16,1 | 15,3 | 15,2 |
| CHOMA3 | Stains | 21,9 | 17,3 | 16,5 | 13,1 | 80,6 | 78,3 | 17,5 | 16,4 | 1,9 | 1,6 | 13,3 | 12,7 | 9,5 | 6,9 |
| CHOMA4 | Stains | 37,7 | 37,3 | 17,3 | 17,1 | 98,2 | 98,3 | 24,6 | 24,5 | 3,6 | 3,8 | 22,8 | 22,8 | 0,2 | 0,2 |
| CHOMA3 | Alfortville | 16,1 | 16,2 | 8,6 | 8,0 | 85,2 | 69,1 | 14,1 | 12,6 | 3,2 | 3,4 | 11,4 | 11,0 | 4,2 | 13,5 |
| CHOMA3 | Bonneuil-sur-Marne | 12,9 | 13,6 | 8,3 | 8,5 | 85,9 | 82,3 | 17,3 | 15,6 | 1,4 | 1,7 | 9,9 | 9,5 | 14,1 | 31,9 |
| TEC3 | Créteil | 14,2 | 10,5 | 7,3 | 4,8 | 51,8 | 41,9 | 16,4 | 15,0 | 3,2 | 2,3 | 7,8 | 6,9 | 0,0 | 2,4 |
| CHOMA3 | Créteil | 30,2 | 16,1 | 21,5 | 9,7 | 97,9 | 62,3 | 21,1 | 14,9 | 1,7 | 1,8 | 16,1 | 10,3 | 5,4 | 1,6 |
| CHOMA3 | Valenton | 16,4 | 14,1 | 12,3 | 10,4 | 68,5 | 62,5 | 14,9 | 13,9 | 1,4 | 1,2 | 11,5 | 10,1 | 1,0 | 10,3 |
| CHOMA3 | Villeneuve-Saint-Georges | 6,3 | 8,7 | 3,6 | 5,6 | 88,0 | 69,6 | 16,0 | 13,4 | 0,9 | 1,1 | 7,2 | 8,2 | 0,0 | 3,2 |

| Type (Typo 27) | Commune | Pr Etranger hors UE | | Pr Maghreb | | Logé en logement HLM | | Famille monoparen tale | | Pr moins de 25 ans | | Pr Chômeur | | Logement construit après 1981 | |
|-------------------|----------------------------------|------------------------|------------|---------------|------------|----------------------------|------------|------------------------------|------------|-----------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------------|------------|
| | | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus | zus | non zus |
| CHOMA3 | Argenteuil | 25,7 | 13,2 | 22,9 | 10,9 | 75,2 | 23,7 | 14,7 | 11,6 | 0,9 | 1,7 | 16,5 | 8,8 | 36,7 | 24,1 |
| CHOMA3 | Argenteuil | 13,4 | 13,5 | 8,2 | 8,5 | 42,6 | 42,0 | 13,9 | 13,9 | 1,1 | 1,2 | 10,4 | 10,4 | 2,2 | 2,1 |
| CHOMA3 | Argenteuil | 27,8 | 26,7 | 18,3 | 17,8 | 73,9 | 73,9 | 17,2 | 16,5 | 3,5 | 3,8 | 14,5 | 13,8 | 0,0 | 0,4 |
| CHOMA3 | Bezons | 13,9 | 11,3 | 11,1 | 8,8 | 64,3 | 36,0 | 11,1 | 9,1 | 2,8 | 2,3 | 9,5 | 7,6 | 3,2 | 22,2 |
| TEC3 | Cergy | 12,0 | 11,3 | 5,3 | 4,6 | 62,0 | 50,6 | 14,7 | 14,7 | 18,0 | 13,2 | 6,3 | 7,8 | 95,3 | 95,4 |
| CHOMA3 | Garges -lès - Gonesse | 32,9 | 19,3 | 19,7 | 11,8 | 77,3 | 45,0 | 17,8 | 11,6 | 3,6 | 1,9 | 19,4 | 11,1 | 3,6 | 24,4 |
| CHOMA3 | Gonesse | 14,7 | 12,2 | 6,1 | 4,2 | 83,8 | 52,3 | 18,0 | 12,6 | 1,9 | 1,8 | 10,0 | 8,1 | 0,7 | 12,9 |
| CHOMA3 | Goussainvill e | 17,4 | 8,6 | 4,3 | 3,5 | 0,0 | 8,9 | 13,0 | 9,0 | 0,0 | 1,7 | 8,7 | 7,6 | 95,6 | 23,5 |
| TEC3 | Montigny- lès - Corneilles | 9,8 | 9,7 | 5,8 | 6,1 | 38,8 | 36,3 | 13,7 | 12,9 | 1,0 | 1,9 | 8,5 | 8,8 | 10,2 | 26,5 |
| TEC3 | Saint- Gratien | 14,0 | 9,5 | 9,2 | 5,7 | 73,9 | 47,7 | 10,6 | 10,0 | 4,2 | 2,6 | 10,2 | 7,0 | 0,7 | 6,1 |
| CHOMA3 | Sarcelles | 22,8 | 15,1 | 7,4 | 6,0 | 95,6 | 29,3 | 19,9 | 10,4 | 1,5 | 2,4 | 14,7 | 11,5 | 0,0 | 20,6 |
| CHOMA3 | Villiers -le-Bel | 19,2 | 13,0 | 6,4 | 5,1 | 22,1 | 20,3 | 9,3 | 10,1 | 2,9 | 2,1 | 11,6 | 11,1 | 8,7 | 17,7 |

Programmation SAS

```
*-----Préparation du fichier-----
--;
*-----
--;
libname Tab "c:\Tabard";
proc contents data=Tab.ficent;
run;
proc contents data=tab.typkar27;
run;
proc contents data=tab.ty27zzz;
run;

*Transfo des fichiers ty27zzz et ficent pour avoir des couples UGEO ZUS comparables
avant le merge;
Data nouvfic1;
    set tab.ty27zzz;
    if ZUS='Z' then Z='1';
    if ZUS='N' then Z='0';
run;
Data nouvfic2;
    set tab.ficent;
    Z=ZUS;
run;

*Tri des nouveaux fichiers par UGEO et Z;
proc sort data=nouvfic1 out=tril;
    by UGEO99 Z;
run;
proc sort data=nouvfic2 out=tri2;
    by UGEO99 Z;
run;

*Merge des deux fichiers pour obtenir le fichier de travail ne comportant que les
observations présentes dans Ty27zzz;
data tabard0;
    merge tril (in=OK) tri2;
    by UGEO99 Z;
    if OK;
run;

proc contents data=tabard0;
run;

*création d'une variable unique popref avec la population de référence de la zone
correspondant à chaque observation;
Data tabard1;
set tabard0;
length popref 4;
if R11 ~= 0 then popref=R11;
if R21 ~= 0 then popref=R21;
if R22 ~= 0 then popref=R22;
if R23 ~= 0 then popref=R23;
if R24 ~= 0 then popref=R24;
if R25 ~= 0 then popref=R25;
if R26 ~= 0 then popref=R26;
if R31 ~= 0 then popref=R31;
if R41 ~= 0 then popref=R41;
if R42 ~= 0 then popref=R42;
if R43 ~= 0 then popref=R43;
if R52 ~= 0 then popref=R52;
if R53 ~= 0 then popref=R53;
if R54 ~= 0 then popref=R54;
if R72 ~= 0 then popref=R72;
if R73 ~= 0 then popref=R73;
if R74 ~= 0 then popref=R74;
if R82 ~= 0 then popref=R82;
if R83 ~= 0 then popref=R83;
if R91 ~= 0 then popref=R91;
if R93 ~= 0 then popref=R93;
if R94 ~= 0 then popref=R94;
```



```

run ;

*recodage en pourcentage des nationalités;
data tabard2;
    set tabard1;
    lenqth natfrn natfra nateur natamo natmag natafr nattur natasi etran 3;
    * % français de naissance;
    natfrn = NATI000/popref*100;
    * % français par acquisition;
    natfra = natio01/popref*100;
    * % étrangers européens;
    nateur = (natio1P+natio1R+natio11+natio12+natio13+natio15)/popref*100;
    * % étrangers amérique océanie;
    natamo = (natio41+natio4P+natio4R)/popref*100;
    * % étrangers maqhreb;
    natmaq = (natio24+natio21+natio22+natio23)/popref*100;
    * % étrangers afrique hors maqhreb;
    natafr = (natio25)/popref*100;
    * % étrangers turquie;
    nattur = (natio31)/popref*100;
    * % étrangers asie;
    natasi = (natio32)/popref*100;
    * vérification;
    TOT = natfrn + natfra + nateur + natamo + natmag + natafr + nattur + natasi;
    *création variable étranger hors EU;
    etran = (natio41+natio4P+natio4R+natio24+natio21+natio22+natio23+natio25+natio31+natio32)
    / popref*100;
run ;

*recodage en pourcentage des périodes de construction des logements;
data tabard3;
    set tabard2;
    lenqth HLM1 HLM2 HLM3 HLM4 HLM5 HLM6 HLM7 HLM8 NHLM1 NHLM2 NHLM3 NHLM4 NHLM5 NHLM6
    NHLM7 NHLM8 AV1968 AV1981 AP1981 NONACH 3;
    * % achèvt imm HLM avt 1915;
    HLM1 = HLMD1/popref*100;
    * % achèvt imm HLM 1915-1948;
    HLM2 = HLMD2/popref*100;
    * % achèvt imm HLM 1949-1967;
    HLM3 = HLMD3/popref*100;
    * % achèvt imm HLM 1968-1974;
    HLM4 = HLMD4/popref*100;
    * % achèvt imm HLM 1975-1981;
    HLM5 = HLMD5/popref*100;
    * % achèvt imm HLM 1982-1989;
    HLM6 = HLMD6/popref*100;
    * % achèvt imm HLM >= 1990;
    HLM7 = HLMD7/popref*100;
    * % imm HLM inachevé;
    HLM8 = HLMD8/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM avt 1915;
    NHLM1 = HLMDA/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM 1915-1948;
    NHLM2 = HLMDB/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM 1949-1967;
    NHLM3 = HLMDC/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM 1968-1974;
    NHLM4 = HLMDD/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM 1975-1981;
    NHLM5 = HLMDE/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM 1982-1989;
    NHLM6 = HLMDF/popref*100;
    * % achèvt imm non HLM >= 1990;
    NHLM7 = HLMDF/popref*100;
    * % imm non HLM inachevé;
    NHLM8 = HLMDH/popref*100;
    * vérification;
    TOT1 = HLM1+ HLM2+ HLM3+ HLM4+ HLM5+ HLM6+ HLM7+ HLM8+ NHLM1+ NHLM2+ NHLM3+ NHLM4+
    NHLM5+ NHLM6+ NHLM7+ NHLM8;
    *HLM/Non HLM;
    HLM=( HLMD1+HLMD2+HLMD3+HLMD4+HLMD5+HLMD6+HLMD7+HLMD8 )/popref*100;
    NONHLM=( HLMDA+HLMDB+HLMDC+HLMDD+HLMDE+HLMDF+HLMDG+HLMDH)/popref*100;
    *age des immeubles;
    AV1968= (HLMD1+HLMD2+HLMD3+HLMDA+HLMDB+HLMDC)/popref*100;
    AV1981= (HLMD4+HLMD5+HLMDD+HLMDE)/popref*100;
    AP1981=( HLMD6+HLMD7+HLMDF+HLMDG)/popref*100;
    NONACH=( HLMD8+HLMDH)/popref*100;

```

```

run ;

* recodage des types de familles en pourcentage;
data tabard4;
    set tabard3;
    lenqth FA1 FA2 FA3 FA4 FA5 FA6 FA7 FA8 FA9 FAA FAB FAC FAD FAE FAF FAG FAH FAI FAJ
    FAK FAL FAM FAMONO FAMAUTR 3;
    *hommes seuls;
    FA1= TYPFA1/popref*100;
    *femmes seules;
    FA2=TYPFA2/popref*100;
    *ménages plusieurs pers <= 2;
    FA3=TYPFA3/popref*100;
    *ménages plusieurs pers >= 3;
    FA4=TYPFA4 /popref*100;
    *famille monop hommes;
    FA5=TYPFA5/popref*100;
    *fam monop F active occupée 1 enf;
    FA6=TYPFA6/popref*100;
    * fam monop F active occupée >= 2 enf;
    FA7=TYPFA7 /popref*100;
    *fam monop F autre 1 enf;
    FA8=TYPFA8 /popref*100;
    *fam monop F autre >= 2 enf;
    FA9=TYPFA9/popref*100;
    *couple biactif occupés sans enf;
    FAA=TYPFAA/popref*100;
    *couple biactif occupés 1 enf;
    FAB=TYPFAB/popref*100;
    *couple biactif occupés 2 enf;
    FAC=TYPFAC/popref*100;
    *couple biactif occupés >= 3 enf;
    FAD=TYPFAD/popref*100;
    * H actif occupé F autre sans enf;
    FAE=TYPFAE/popref*100;
    *couple H actif occupé F autre 1 enf;
    FAF=TYPFAF /popref*100;
    *couple H actif occupé F autre 2 enf;
    FAG=TYPFAG/popref*100;
    * couple H actif occupé F autre 3 enf;
    FAH=TYPFAH/popref*100;
    * couple H actif occupé F autre >= 4 enf;
    FAI=TYPFAI /popref*100;
    *couple F active occupée H autre sans enf;
    FAJ=TYPFAJ /popref*100;
    *couple F active occupée H autre 1 enf;
    FAK=TYPFAK /popref*100;
    * couple F active occupée H autre 2 enf;
    FAL=TYPFAL/popref*100;
    * couple F active occupée H autre >= 3 enf;
    FAM=TYPFAM /popref*100;
    * vérification;
    tot2 = FA1+ FA2+ FA3+ FA4+ FA5+ FA6+ FA7+ FA8+ FA9+ FAA+ FAB+ FAC+ FAD+ FAE+ FAF+
    FAG+ FAH+ FAI+ FAJ+ FAK+ FAL+ FAM;
    *familles monop;
    Famono= (TYPFA5+TYPFA6+TYPFA7+TYPFA8+TYPFA9)/popref*100;
    *famille autre;
    Famautr= (TYPFA1+TYPFA2+TYPFA3+TYPFA4+TYPFAB+TYPFAC+TYPFAD+TYPFAE+TYPFAF+TYPFAG+
    TYPFAH+TYPFAI+TYPFAJ+TYPFAK+TYPFAL+TYPFAM) / popref*100;
run ;

*recodage des ages en %;
data tabard5;
    set tabard4;
    lenqth aqe1 aqe2 age3 age4 age5 age6 age7 age8 age9 ageA ageB ageC ageD ageE ageF
    aqeG aqeH aqeI 3;
    *âge homme <= 19;
    aqe1= AG1/popref*100;
    *âge homme 20-24;
    aqe2= AG2 /popref*100;
    *âge homme 25-29;
    aqe3=AG3/popref*100;
    *âge homme 30-39;
    aqe4=AG4 /popref*100;
    *âge homme 40-49;
    aqe5=AG5/popref*100;
    *âge homme 50-59;

```

```

age6=AG6 /popref*100;
*   âqe homme 60-64;
age7=AG7 /popref*100;
*   âqe homme 65-69;
age8=AG8 /popref*100;
*   âqe homme >=70;
age9=AG9/popref*100;
*   âqe femme <= 19;
ageA=AGA/popref*100;
*âqe femme 20-24;
ageB=AGB /popref*100;
*   âqe femme 25-29;
ageC=AGC /popref*100;
*âqe femme 30-39;
ageD=AGD /popref*100;
*âqe femme 40-49;
ageE=AGE /popref*100;
*âqe femme 50-59;
ageF=AGF /popref*100;
*âqe femme 60-64;
ageG=AGG/popref*100;
*âqe femme 65-69;
ageH=AGH /popref*100;
*âqe femme >=70;
ageI=AGI/popref*100;
*vérification;
tot3= aqe1+ aqe2+ aqe3+ aqe4+ aqe5+ age6+ age7+ age8+ age9+ ageA+ ageB+ ageC+
ageD+ aqeE+ aqeF+ aqeG+ aqeH+ aqeI;
*créations de classes d'âge mixtes;
length clas1 clas2 clas3 clas4 3;
label clas1='moins de 25 ans' clas2='25-39 ans' clas3='40-59 ans' clas4='60 ans et plus';
clas1= aqe1+aqe2+aqeA+aqeB;
clas2= aqe3+aqe4+aqeC+aqeD;
clas3= aqe5+aqe6+aqeE+aqeF;
clas4= age7+age8+age9+ageG+ageH+ageI;
run;

*recodage des situations vis à vis de l'emploi en %;
data tab.tabard;
    set tabard5;
    length STATSAL STATNSAL STATCHOM STATCON STATRET STATETU STATINA 3;
*salariés;
STATSAL= (STAT2+STAT3+STAT4+STAT5)/popref * 100;
* non salariés;
STATNSAL= (STAT6+STAT7+STAT8) /popref * 100;
* chômeurs;
STATCHOM= STATA/ popref * 100;
* continqent;
STATCON = STATB / popref * 100;
* ancien actif;
STATRET = STATC / popref * 100;
* étudiants;
STATETU = STATD / popref * 100;;
*- 15 ans ou Inactifs;
STATINA = STATE / popref * 100;
run;

*recodage des types typo;
Data tab.tabard;
set tab.tabard;
length TYPE $ 6;
select;
when (TY27ZNZ='BC 1 2')TYPE='SEMAG2';
when (TY27ZNZ='BC 1 3')TYPE='SEMAG3';
when (TY27ZNZ='BC 2 1')TYPE='ADPUB1';
when (TY27ZNZ='BC 2 3')TYPE='ADPUB3';
when (TY27ZNZ='BC 3 2')TYPE='INDO2';
when (TY27ZNZ='BC 3 3')TYPE='INDO3';
when (TY27ZNZ='BC 3 4')TYPE='INDO4';
when (TY27ZNZ='BC 3 5')TYPE='INDO5';
when (TY27ZNZ='BC 4 2')TYPE='TEC2';
when (TY27ZNZ='BC 4 3')TYPE='TEC3';
when (TY27ZNZ='BC_5_1')TYPE='CHOMA1';
when (TY27ZNZ='BC 5 2')TYPE='CHOMA2';
when (TY27ZNZ='BC 5 3')TYPE='CHOMA3';
when (TY27ZNZ='BC 5 4')TYPE='CHOMA4';
when (TY27ZNZ='ADIR1_')TYPE='DIR1';

```

```

when (TY27ZLNZ='ADIR3_')TYPE='DIR3';
when (TY27ZLNZ='ADIR4_')TYPE='DIR4';
when (TY27ZLNZ='ADIR5_')TYPE='DIR5';
when (TY27ZLNZ='DAGR12')TYPE='AGRI12';
when (TY27ZLNZ='DAGR13')TYPE='AGRI13';
when (TY27ZLNZ='DAGR21')TYPE='AGRI21';
when (TY27ZLNZ='DAGR22')TYPE='AGRI22';
when (TY27ZLNZ='DAGR31')TYPE='AGRI31';
when (TY27ZLNZ='EIND1_')TYPE='INDOU1';
when (TY27ZLNZ='EIND3_')TYPE='INDOU3';
when (TY27ZLNZ='EIND4_')TYPE='INDOU4';
otherwise
                                TYPE='INDOU5';
end;
run;

*agregation des 27 types en 8 types;
Data tab.tabard;
set tab.tabard;
length TYP8 $ 6;
select;
when (TYPE='INDOU1'OR TYPE='INDOU3'OR TYPE='INDOU4'OR TYPE='INDOU5') TYP8='INDOU';
when (TYPE='DIR1'OR TYPE='DIR3'OR TYPE='DIR4'OR TYPE='DIR5') TYP8='DIR';
when (TYPE='INDO2'OR TYPE='INDO3'OR TYPE='INDQ4'OR TYPE='INDQ5') TYP8='INDQ';
when (TYPE='TEC2'OR TYPE='TEC3') TYP8='TEC';
when (TYPE='SEMAG2'OR TYPE='SEMAG3') TYP8='SEMAG';
when (TYPE='ADPUB1'OR TYPE='ADPUB3') TYP8='ADPUB';
when (TYPE='CHOMA1'OR TYPE='CHOMA2'OR TYPE='CHOMA3'OR TYPE='CHOMA4') TYP8='CHOMA';
otherwise
                                TYP8='AGRI';
end;
run;

*Création variable ZU format numérique pour correlations;
data tab.tabard;
set tab.tabard;
length ZU 3;
ZU=Z;
run;

*Dichotomisation de la variable TYP8 pour regression;
data Tab.tabdicho;
    set tab.tabard;
        length TYP 8;
select;
when (TYP8='DIR') TYP=1;
when (TYP8='AGRI') TYP=2;
when (TYP8='INDOU') TYP=3;
when (TYP8='SEMAG') TYP=4;
when (TYP8='ADPUB') TYP=5;
when (TYP8='INDQ') TYP=6;
when (TYP8='TEC') TYP=7;
otherwise
                                TYP=8;
end;
array a (TYP) DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC CHOMA;
array tab1 a;
array tab2 DIR -- CHOMA;
do over tab2; tab2=0; end;
do over tab1; tab1=1; end;
run;

*-----
----;
* création d'un fichier ZUS / NON ZUS pour exploration des données;
*-----
----;
Data NONZUS (KEEP= UGEO99 TY27ZLNZ TYPE DEPCOM etran AP1981 natfrn natfra
nateur natamo natmaq natafr nattu natasi hlm nonhlm famono clas1 clas2 clas3
clas4 statsal statsal statchom statcon statret statetu statina)
ZUS1 (KEEP= UGEO99 TY27ZLNZ TYPE DEPCOM etran AP1981 natfrn natfra nateur
natamo natmaq natafr nattu natasi hlm nonhlm famono clas1 clas2 clas3 clas4 statsal
statsal statchom statcon statret statetu statina);
set tab.tabard;
If Z=1 then output ZUS1;
If Z=0 then output NONZUS;
run;
data zus;
set zus1
(RENAME= (etran=zetran AP1981=ZAP1981 type=ztype ty27zlnz=zty27zlnz natfrn=znatfrn

```

```

natfra=znatfra nateur=zateur natamo=znatamo natmag=znatmag natafr=znatafr
nattur=znattur natasi=znatasi hlm=zhlm nonhlm=znonhlm
famono=zfamono clas1=zclas1 clas2=zclas2 clas3=zclas3
clas4=zclas4 statsal=zstatsal statnsal=zstatnsa statchom=zstatcho
statcon=zstatcon statret=zstatret statetu=zstatetu statina=zstatina));
run;
Proc sort data=ZUS out=ZUSTRI;
by UGEO99;
run;
Proc sort data=NONZUS out=NONZUSTRI;
by UGEO99;
run;
Data Tableau1;
Merge ZUSTRI
      NONZUSTRI;
by UGEO99;
run;
Data Tableau2;
set Tableau1;
if TY27ZNZ=ZTY27ZNZ;
run;

*tri table typkar 27;
proc sort data= tab.Typkar27
      out=Typkartri
      nodupkey;
by UGEO99;
run;

*rajout des noms de ville;
Data tab.Tableau3;
merge Tableau2 (in=INM) Typkartri (keep= NCC UGEO99);
by UGEO99;
if INM=1;
run;

*-----Premières exploitations-----
--;
*-----
---;
proc contents data=tab.tabard;

proc corr data=tab.tabard;
var zu famono etran statchom hlm AP1981;
proc corr data=tab.tabdicho;
var zu famono etran statchom hlm AP1981 CHOMA;
run;
proc corr data=tab.tabdicho;
var ZU DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC CHOMA;
run;
proc corr data=tab.tabdicho;
var ZU CHOMA famono etran hlm statchom;
run;

run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = natfra natfrn natafr natasi nattur natamo nateur natmag;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = statchom;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = hlm;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = famono;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = etran;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
model Z = AP1981;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;

```

```

model Z = CLAS1;
run;

proc logistic data=tab.tabard descending;
    model Z = HLM etran ;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
    model Z = HLM etran famono;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
    model Z = HLM etran famono statchom;
run;
proc logistic data=tab.tabard descending;
    model Z = HLM etran famono statchom AP1981;
run;

proc logistic data=tab.tabard descending;
    model Z = famono statchom famono*statchom;
run;

proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= CHOMA;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= AGRI ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= INDOU ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= SEMAG ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= ADPUB ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= INDQ ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= TEC ;
run;

proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC HLM ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC HLM etran ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC HLM etran famono ;
run;
proc logistic data=tab.tabdicho descending;
model Z= DIR AGRI INDOU SEMAG ADPUB INDQ TEC HLM etran famono AP1981 ;
run;

```